

FINAL NARRATIVE REPORT

PRÉVENTION DE L'EXTRÉMISME VIOLENT : INTÉGRATION DE LA DIMENSION DE GENRE (MONDIAL, JORDANIE ET PAKISTAN)

1ER FÉVRIER 2019 AU 31 JANVIER 2022



Funded by the
European Union
NextGenerationEU



FINAL NARRATIVE REPORT

PRÉVENTION DE L'EXTRÉMISME

VIOLENT : INTÉGRATION DE LA

DIMENSION DE GENRE (MONDIAL,

JORDANIE ET PAKISTAN)



**Funded by the
European Union**

NextGenerationEU



TABLE OF CONTENTS

I. Acronyms.....	4
II. Executive summary	5
III. Purpose and New Developments: A General Analysis of Gender within Terrorism and Violent Extremism Frameworks.....	6
IV. Project Coordination and Key Partnerships	9
V. Interlinkages and Complementarity between Global and in-Country level Interventions	11
VI. Programmatic Outputs and Deliverables.....	12
VII. Challenges and Lessons Learned	39
VIII. Best Practices and Lessons Identified	40
IX. Next Steps	43
X. Financial Report	44

I. ACRONYMES

ACTED	Agence d'Aide à la Coopération Technique et au Développement	OSCE	Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe
ARDD	Renaissance arabe pour la démocratie et le développement	HCDH	Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme
AWO	Organisation des femmes arabes	DSP	Direction de la sécurité publique
OSC	Organisations de la société civile	PEV	Prévention de l'extrémisme violent
OC	Organisations communautaires	FdF	Formation des formateurs
DECT	Direction exécutive du Comité contre le terrorisme	ONU	Nations Unies
CVE	Lutte contre l'extrémisme violent	ONU Femmes	Entité des Nations Unies consacrée à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes
CRL	Conseil de résolution des litiges	PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
RGE	Réunion du Groupe d'experts	UNOCT	Bureau de lutte contre le terrorisme de l'ONU
CE	Conseil européen	ONUDC	Office des Nations Unies contre la drogue et le crime
UE	Union européenne	UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
DUE	Délégation de l'Union européenne	UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
FATA	Zones tribales sous administration fédérale	BCRNU	Bureau du Coordonnateur résident des Nations Unies
DGC	Discussion de groupe ciblée	RCSNU	Résolution du Conseil de sécurité des Nations Unies
VFG	Violence fondée sur le genre	UNGCTS	Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies
ESAF	Égalité des sexes et autonomisation des femmes	UNGCTC	Pacte mondial de coordination contre le terrorisme des Nations Unies
GFP	Génération pour la paix	GWG	Groupe de travail sur le genre
ICCT	Centre international de lutte contre le terrorisme – La Haye	Résolution 1325	Résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies sur les femmes, la paix et la sécurité
OIT	Organisation internationale du travail	Résolution 2242	Résolution 2242 du Conseil de sécurité des Nations Unies sur les femmes, la paix et la sécurité
EIIL	État islamique en Irak et au Levant	EV	Extrémisme violent
EIIS	État islamique en Irak et en Syrie	OEV	Organisations extrémistes violentes
CNJF	La Commission nationale jordanienne pour les femmes	Institut WANA	Institut de l'Asie de l'Ouest et de l'Afrique du Nord
JONAP	Plan d'action national jordanien	FPS	Femmes, paix et sécurité
EIP	Entretiens avec des informateurs principaux		
KP	Khyber Pakhtunkhwa		
NACE	Networking Arab Civic Education (Réseau arabe pour l'éducation civique)		
NACTA	Autorité nationale de lutte contre le terrorisme		
PAN	Plan d'action national		

II. RÉSUMÉ DIRECTIF

Le projet « Prévention de l'extrémisme violent (PEV) : intégration de la dimension de genre (mondial, Jordanie et Pakistan) » soutient la promotion des droits des femmes par l'intégration de la dimension de genre dans les efforts de prévention de l'extrémisme violent à tous les niveaux. Ce soutien consiste à accroître la participation des femmes au discours sur la sécurité et la prévention de l'extrémisme violent dans différentes plateformes et mécanismes pertinents. En plus d'élargir la base de connaissances sur le genre et l'extrémisme violent en menant des recherches localisées et des activités de sensibilisation systématiques, l'inclusion des organisations communautaires et des organisations de la société civile (OSC) dirigées par des femmes dans divers processus intergouvernementaux visant à prévenir l'extrémisme violent est assurée.

À partir de février 2019, le projet fut mis en œuvre aux niveaux mondial, national et communautaire. Au niveau mondial, le projet soutient la participation accrue des femmes dans les plateformes de lutte contre le terrorisme, ainsi que l'intégration de la dimension de genre dans les politiques pertinentes de l'ONU, en tenant compte des connaissances acquises dans le pays. Au niveau national, le projet a été piloté au Pakistan et en Jordanie pour aider les partenaires nationaux à assurer l'intégration de la dimension de genre dans les efforts respectifs de prévention de l'extrémisme violent correspondant aux contextes nationaux.

Malgré les perturbations provoquées par la pandémie de COVID-19, le projet a réussi à fournir les résultats et les activités prévus. Cette réussite est due aux adaptations rapides apportées aux plans de travail et à la flexibilité des partenaires du projet. Un autre défi important rencontré a été la sensibilité politique liée à l'engagement dans les questions de sécurité et celles liées à l'extrémisme violent et au terrorisme. Cela a par exemple entravé les efforts visant à soutenir les institutions nationales et à renforcer l'intégration de la dimension de genre dans le cadre du renforcement institutionnel. Cependant, grâce aux connaissances générées au niveau local et à l'engagement systématique avec les institutions nationales, une dynamique

accrue a été atteinte. À l'issue du projet, les institutions nationales respectives mandatées pour la prévention de l'extrémisme violent reconnaissent explicitement les liens entre le genre et l'extrémisme violent et ont exprimé leur volonté de collaborer pour accroître l'intégration du genre dans différents domaines de leur travail. Ce jalon important n'a été possible qu'en raison des résultats obtenus dans le cadre du résultat 1 sur la recherche locale qui a été menée dans une approche participative et a abouti à des recommandations approuvées par les acteurs nationaux.

Les progrès réalisés par les institutions nationales se sont également accompagnés de gains au niveau local grâce à l'engagement de la société civile et des communautés. Grâce aux activités menées en partenariat avec les communautés locales, les femmes, les filles et la communauté au sens large, un discours ouvert a été lancé au niveau local sur la violence en général, la dynamique du pouvoir entre les sexes, les vulnérabilités systémiques et leurs liens avec l'extrémisme violent. Ce discours est le résultat d'activités de renforcement des capacités, d'ateliers, de dialogues et de sessions de sensibilisation.

Le projet a également réussi à rassembler les enseignements tirés et les meilleures pratiques pour mieux informer les futurs projets sur les questions de genre et la prévention de l'extrémisme violent, comme détaillé dans le corps du rapport.

ONU Femmes a l'intention de capitaliser sur les gains obtenus au cours du projet pour développer, planifier et mettre en œuvre une deuxième phase. Ceci est d'autant plus pertinent compte tenu du plaidoyer et du travail préparatoire accompli en matière d'évaluations, de renforcement des relations avec les communautés et les institutions nationales, et de l'acquisition d'une meilleure compréhension des dynamiques locales grâce à ce projet. Il est donc essentiel de tirer parti des capacités et de l'élan politique actuellement présents pour soutenir un processus de prévention de l'extrémisme violent tenant compte des questions de genre et transformateur du point de vue du genre à tous les niveaux.

III. OBJECTIF ET NOUVEAUX DÉVELOPPEMENTS : UNE ANALYSE GÉNÉRALE DE LA QUESTION DE LA DIMENSION DE GENRE DANS LES CADRES DU TERRORISME ET DE L'EXTRÉMISME VIOLENT

La tendance mondiale des réponses sécurisées à l'extrémisme violent et des approches militarisées a continué à prendre le pas sur les approches de développement et de résilience. Plus particulièrement, les liens et la pertinence de l'égalité des sexes et des droits des femmes dans les efforts de prévention de l'extrémisme violent restent largement indéfinis en raison du faible nombre de preuves. Dans ces conditions, il est difficile pour les praticiens de l'égalité des sexes de convaincre les acteurs de la sécurité de veiller à ce que les politiques et les interventions programmatiques tiennent compte des questions de genre et contribuent effectivement à promouvoir l'égalité des sexes, ou de s'attaquer de manière proactive aux pratiques négatives susceptibles de porter atteinte aux droits des femmes ou de renforcer les pratiques discriminatoires.

Le droit des femmes à participer aux plateformes de prise de décision en matière de sécurité et de prévention de l'extrémisme violent et leur contribution au maintien de la paix restent largement sous-financés et limités. Les femmes continuent également d'être largement sous-représentées dans les plateformes de sécurité, que ce soit au niveau international, régional ou national. Cette situation s'est poursuivie pendant la pandémie de COVID-19, comme en témoignent les déclarations et recommandations faites par des OSC indépendantes et dirigées par des femmes¹ dans des contextes touchés par le terrorisme.

Les stratégies de prévention de l'extrémisme violent se concentrent souvent sur le rôle des femmes en tant que victimes ou artisanes de la paix qui peuvent aider à prévenir « l'extrémisme violent », sans reconnaître la participation des femmes en tant qu'agents politiques ainsi que les dynamiques de pouvoir qui sont autant d'aspects pertinents de l'extrémisme violent (perspectives féministes). Par exemple, les stratégies de PEV n'incluent généralement pas le rôle des femmes en tant qu'agents politiques et ne reconnaissent pas les relations de pouvoir entre les hommes et les femmes dans un contexte donné, qui dictent généralement leurs différents rôles dans l'extrémisme violent. Il en résulte une attention limitée à la lutte contre les inégalités et les obstacles structurels qui contribuent directement à exacerber les vulnérabilités.

Dans le même temps, le rétrécissement de l'espace réservé aux organisations de la société civile a continué de remettre en question les efforts en faveur de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes dans le monde entier. La prolifération des cadres antiterroristes à tous les niveaux continue de nuire à l'espace civique et de limiter le travail des organisations de la société civile dirigées par des femmes². Dans certains contextes, les défenseurs des droits de l'homme sont qualifiés de sympathisants de groupes terroristes. Il convient de noter que les OSC opérant dans des zones directement touchées par l'extrémisme violent sont

1 Consultation numérique mondiale sur les dimensions sexospécifiques de l'extrémisme violent, organisée par ONU Femmes au nom du groupe de travail sur le genre de l'UNGCTC

2 Effet des mesures de lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent sur l'espace civique et sur les droits des acteurs de la société civile et des défenseurs des droits de l'homme, Rapport de la Rapporteuse spéciale sur la promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans la lutte antiterroriste, disponible à l'adresse : <https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/G19/057/59/PDF/G1905759.pdf?OpenElement>

signalées comme étant soumises à une surveillance et un examen stricts de la part des agences de sécurité.

ONU Femmes, au niveau du siège, s'est engagée auprès des États membres au cours du processus intergouvernemental précédant la 7^e révision de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies, afin de souligner les défis auxquels sont confrontés la société civile et les femmes défenseurs des droits humains. ONU Femmes a également travaillé à l'élaboration de politiques internes visant à renforcer ses garanties lorsqu'elle s'engage dans des programmes de PEV visant à promouvoir les droits des femmes dans le contexte de la prévention de l'extrémisme violent et de la lutte contre le terrorisme³.

Au Pakistan, les directives nationales de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent, élaborées à la suite de l'attaque terroriste de décembre 2014 dans l'école publique de l'armée à Peshawar⁴, ont attribué des rôles et des responsabilités à un large éventail d'autorités nationales et infranationales et d'acteurs non gouvernementaux. Ce programme crée un processus consultatif élaboré, « ascendant » et multipartite, auquel participent plus de 300 représentants de différents niveaux de gouvernement et parties de la société dans le pays. Des difficultés de mise en œuvre subsistent, ainsi que l'absence de répartition claire des tâches et des ressources entre les gouvernements fédéral et provinciaux, aggravée par l'évolution des préférences institutionnelles et culturelles. Un autre point de friction a été la préférence de certaines provinces pour l'élaboration de leurs propres plans de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent qui reflètent mieux les préoccupations et les priorités locales. Ce problème est exacerbé par le fait que la gravité de la menace de l'extrémisme violent varie considérablement d'une province à l'autre, ce qui limite l'efficacité d'un plan national unique⁵. Le degré d'interférence des ministères concernés dans chaque province varie également. Dans le Sind, un permis

« sans objection » n'est pas nécessaire, alors que les activités (même pour la fourniture de services de base) dans le Khyber Pakhtunkhwa (KP) font l'objet d'un examen minutieux de la part des organisations de sécurité qui sont opérationnelles à tous les niveaux⁶. L'alliance mondiale de la société civile (CIVICUS) considère que l'état de la société civile au Pakistan est répressif⁷. Des membres de la société civile ont également été arrêtés en vertu de la loi antiterroriste.⁸

Au Pakistan, une approche de la sécurité et de la prévention de l'extrémisme violent tenant compte des questions de genre fait cruellement défaut. Cela se manifeste à différents niveaux, notamment dans les régimes d'indemnisation des femmes victimes de l'extrémisme, dans l'élaboration des politiques et dans les obstacles institutionnels à la participation des femmes. Bien que les femmes soient de plus en plus actives dans l'élaboration des politiques et la bureaucratie de l'État, c'est moins le cas dans le domaine de la sécurité. Les femmes sont confrontées à des obstacles institutionnels, allant d'attitudes négatives à des limitations de leur pleine participation dans les institutions de sécurité telles que la police⁹.

En Jordanie, l'état de la société civile est classé comme obstrué par CIVICUS¹⁰. Dans leur rapport analytique pour la Jordanie en 2010, plusieurs références aux lois antiterroristes, y compris les lois relatives aux discours de haine, ont été considérées comme portant atteinte à la liberté de la société civile.¹¹ En 2020 et sous le prétexte de la pandémie de COVID-19, plusieurs mesures ont été émises et ont été critiquées par la société civile en matière de financement et de liberté d'expression. Ces procédures ont été dénoncées par la société civile comme ayant pour effet de restreindre le travail de la société civile en pesant sur le financement indépendant et par le manque de définitions.¹²

3 Voir la note de politique générale d'ONU Femmes sur son engagement dans la lutte contre le terrorisme et la prévention de l'extrémisme violent

4 Voir <https://www.bbc.com/news/av/world-asia-35103616>

5 <https://www.lawfareblog.com/connecting-dots-strengthening-national-local-collaboration-addressing-violent-extremism>

6 L'expérience d'ONU Femmes dans la mise en œuvre d'un projet dans les districts fusionnés du KP a nécessité l'autorisation des autorités pour opérer par le biais d'un partenaire de mise en œuvre.

7 Disponible à l'adresse : <https://monitor.civicus.org/country/pakistan/>

8 <https://www.civicus.org/index.php/component/tags/tag/pakistan>

9 Voir l'annexe 10, Rapport d'étude sur le rôle des femmes dans la prévention de l'extrémisme violent et le renforcement de la cohésion sociale

10 Disponible à l'adresse : <https://monitor.civicus.org/country/jordan/>

11 Disponible à l'adresse : <https://www.civicus.org/downloads/CSI/Jordan.pdf>

12 Disponible à l'adresse : <https://monitor.civicus.org/updates/2020/05/21/covid-19-pretext-muzzle-media/>

En Jordanie, les femmes sont toujours confrontées à des défis importants et à un manque de participation aux plateformes de prise de décision, notamment en ce qui concerne les politiques et les stratégies de prévention de l'extrémisme violent. Par exemple, le plan d'action national de prévention de l'extrémisme violent, sous l'égide de l'unité PEV du bureau du Premier ministre, n'a jamais été présenté publiquement et les groupes de femmes n'ont pas été en mesure de fournir des contributions. Cette perception du manque de participation des femmes a été soutenue par les déclarations faites lors des consultations avec les groupes de femmes organisées par ONU Femmes de 2019 à 2021 qui ont abouti à l'Étude en Jordanie menée dans le cadre de l'activité 1.1 et finalisée en décembre 2021 (ANNEXE 23).

Outre l'atteinte aux droits et libertés des OSC, la limitation des OSC fait le jeu des groupes extrémistes violents. En effet, elle accroît la méfiance entre les autorités locales et les OSC. Le rétrécissement de l'espace pour les activités des OSC limite leur contribution et leur soutien aux services de base de leurs communautés immédiates.

Pendant la période de mise en œuvre du projet, le monde a connu des événements importants, notamment l'avènement de la pandémie de COVID-19 et la prise de pouvoir des talibans en Afghanistan. Ces événements ont, semble-t-il, enhardi les groupes extrémistes violents.¹³ Les organisations extrémistes violentes (OVE) sont signalées comme ayant adapté leurs modèles d'entreprise à la « nouvelle normalité » créée par la pandémie, notamment par une forte utilisation des technologies de communication modernes. Par exemple, l'EIII a augmenté ses activités en ligne et a évoqué la pandémie de COVID-19 dans sa mobilisation à partir de février 2020 et avant que les gouvernements nationaux ne déclarent des mesures sanitaires d'urgence¹⁴.

Au Pakistan, alors que le gouvernement fédéral a imposé un confinement à partir du 17 mars 2020 jusqu'à la fin septembre 2020, ONU Femmes a réorienté sa cible de mise en œuvre vers des réunions en ligne essentielles axées sur les mesures de protection des femmes pendant la pandémie de COVID-19. En août 2021, l'Afghanistan, qui partage sa plus longue frontière avec le

Pakistan, a vu l'effondrement du gouvernement afghan et la prise de pouvoir des talibans qui ont déclenché une crise humanitaire dans le pays. Cette prise de pouvoir a eu des répercussions au Pakistan¹⁵, galvanisant les groupes violents qui souhaitent imiter la victoire des Talibans et provoquant un exode massif de réfugiés vers le Pakistan. Cette évolution n'a fait qu'aggraver une situation déjà complexe le long de la frontière pakistanaise avec l'Afghanistan, marquée par des lignes de faille ethniques et religieuses et un grave manque de développement socio-économique.

La Jordanie reste l'un des pays de la région les plus touchés par la crise syrienne. Les femmes et les filles, qui constituent la moitié de la population réfugiée en Jordanie, portent le double fardeau de la discrimination sexuelle et du statut de réfugié. Cette réalité a été exacerbée par la pandémie de COVID-19, qui a augmenté le taux de pauvreté de 18 % parmi les réfugiés syriens vivant en Jordanie.¹⁶

La septième révision de la stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies, adoptée en juillet 2021, mentionne pour la première fois la pertinence du programme « Femmes, paix et sécurité » dans le contexte de l'extrémisme violent et de la lutte contre le terrorisme ; la nouvelle résolution incite également les États membres à associer la société civile à la mise en œuvre de la stratégie ; le rôle des femmes et le risque d'instrumentalisation sont également reconnus. Cette reconnaissance dans la politique mondiale doit encore être reflétée dans les stratégies nationales pertinentes ainsi que dans la priorisation des programmes et l'allocation des ressources. Il est donc essentiel de poursuivre le plaidoyer et la recherche afin d'établir des preuves de la pertinence de l'égalité des sexes pour les questions liées à la paix et à la sécurité, y compris pour la prévention de l'extrémisme violent.

Il est donc important de poursuivre le plaidoyer systématique sur la responsabilité des gouvernements dans la protection des libertés et des droits et dans la promotion de sociétés tolérantes, pluralistes, justes et inclusives. Un appui est également nécessaire pour veiller à ce que les cadres relatifs à la lutte contre le

13 Voir : point 20, <https://www.un.org/sc/ctc/wp-content/uploads/2020/06/CTED-Paper%E2%80%9393-The-impact-of-the-COVID-19-pandemic-on-counter-terrorism-and-countering-violent-extremism.pdf>

14 Al Shabab met en place un centre de traitement du coronavirus en Somalie, voir Aljazeera sur <https://www.aljazeera.com/news/2020/6/14/al-shabab-sets-up-coronavirus-treatment-centre-in-somalia>

15 Voir <https://www.brookings.edu/blog/order-from-chaos/2022/02/11/pakistans-ambivalent-approach-toward-a-resurgent-tehrrik-e-taliban-pakistan/>

16 Fiche d'information sur la Jordanie, UNHCR, avril 2021, p.1. <https://data2.unhcr.org/en/documents/details/86109>

terrorisme soient ciblés, clairement définis et ne portent pas atteinte aux droits des femmes et au travail de la société civile indépendante et des organisations dirigées par des femmes.

ONU Femmes, comme tous les partenaires humanitaires et de développement, a suspendu la plupart de ses activités au cours de l'année 2020, sauf pour les efforts visant à fournir des interventions et des activités humanitaires qu'il était approprié et possible de mener virtuellement. Le projet a repris ses activités avec des modalités révisées en 2021.

À l'échelle mondiale, les mesures de lutte contre la pandémie ont entraîné le retard des activités menées au niveau mondial, à savoir les activités 1.1, 1.5 et 3.8. Les restrictions en matière de déplacements ont eu des répercussions sur l'appui à une participation accrue aux plateformes de lutte contre le terrorisme, ainsi que sur les déplacements internationaux et locaux nécessaires pour mener des recherches localisées. En conséquence, les trois résultats ont été reportés à 2021 avec une portée et des modalités ajustées. En 2021, toutes les activités en retard ont été livrées virtuellement et ont inclus les connaissances galvanisées par les livrables du projet au Pakistan et en Jordanie.

Au Pakistan, ONU Femmes a limité les activités de mars à septembre 2020 à des événements en ligne (impliquant principalement des partenaires à Islamabad). Les activités prévues au niveau communautaire n'ont repris qu'à la fin du mois de septembre 2020. Au cours de la période, ONU Femmes a continué à se coordonner avec le gouvernement et les OSC partenaires pour finaliser les documents requis. Suite à la prise de pouvoir des talibans en Afghanistan en août 2021, ONU Femmes a entrepris une rapide « Étude de cadrage pour renforcer la cohésion sociale entre les réfugiés afghans et les communautés d'accueil au Pakistan »¹⁷. Il s'agit d'obtenir une analyse situationnelle actualisée sur les impacts de la prise de pouvoir des Talibans en Afghanistan sur les communautés frontalières du Pakistan concernant l'extrémisme violent, les défis d'accès et de protection pour les femmes, l'identification des zones principales au Baloutchistan et au KP accueillant les nouvelles communautés de migrants afghans. L'étude de cadrage recommande des actions clés pour prévenir l'extrémisme violent et renforcer la cohésion sociale, atténuer les problèmes de protection et identifier les points d'entrée pour

les interventions d'ONU Femmes. L'étude de cadrage a été achevée le 31 janvier 2022 (ANNEXE 25).

En Jordanie, les activités du projet n'ont pas été suspendues pendant toute la durée de la pandémie. Grâce à une reprogrammation efficace et à une infrastructure suffisante en Jordanie, le projet a pu appliquer pleinement les outils et méthodes numériques pour la mise en œuvre. De 2020 à la mi-2021, toutes les réunions et tous les ateliers pertinents ont été menés en ligne, notamment par le partenaire de mise en œuvre d'ONU Femmes, Générations pour la paix (GFP). Une évaluation rapide de l'impact de la crise du COVID-19 sur les réfugiées syriennes et les femmes jordaniennes vulnérables a été réalisée par ONU Femmes Jordanie en avril 2020 et les conclusions ont permis de réviser les plans de travail. Les règles et mesures imposées par le gouvernement ont été levées à la fin de l'année et le programme a repris la mise en œuvre d'activités physiques, principalement sur le terrain.

C'est dans ce contexte qu'ONU Femmes, en étroite consultation avec l'UE et les partenaires dans le pays, a révisé le plan de travail du projet qui a été approuvé le 30 juin 2020. Le plan de travail révisé (ANNEXE 14) visait à renforcer la réponse et la pertinence du projet en recentrant certains de ses résultats en fonction de l'évolution des besoins au niveau local. Il s'agit principalement d'inclure une évaluation de l'impact de la situation du COVID-19 dans les zones de programmation du Pakistan, et de reporter la mise en œuvre des activités au niveau mondial à 2021.

Le plan de travail révisé a été effectivement mis en œuvre à la fin du projet, les modifications apportées au plan de travail en raison de la pandémie sont notamment les suivantes :

- a. La révision des délais de mise en œuvre à tous les niveaux.
- b. Les activités globales de 2020 ont été reportées à 2021, les résultats 1.1, 1.5, et 3.8.
- c. Des activités supplémentaires liées à la situation du COVID-19 ont été intégrées aux résultats existants en Jordanie et au Pakistan.
- d. En Jordanie, une réaffectation budgétaire a été calculée et convenue dans le cadre de l'obligation contractuelle pertinente, ce qui a eu un impact sur les activités 2.3 et 3.7. Cette réaffectation budgétaire visait à renforcer le travail avec les jeunes en réponse à la pandémie de COVID-19.

17 Voir l'annexe 25

IV. COORDINATION DU PROJET ET PARTENARIATS CLÉS

Le premier comité directeur global du projet a été convoqué le 19 mars 2020, et le second a été organisé le 19 avril 2021. L'UE à Bruxelles, les représentants régionaux de l'UE, le siège d'ONU Femmes, ONU Femmes Pakistan et ONU Femmes Jordanie ont participé aux deux réunions du comité directeur. Au cours de la réunion, des mises à jour ont été présentées, et les décisions relatives aux activités révisées en raison de la pandémie ont été discutées en profondeur et acceptées.

Les réunions du comité directeur du projet ont été essentielles pour la poursuite du partenariat stratégique et programmatique entre l'UE et ONU Femmes, et ce, en présentant les problèmes et en convenant des mesures de réponse. Ce modèle a permis une communication ouverte et une appropriation accrue des processus de mise en œuvre à tous les niveaux par tous les partenaires. Les réunions ont également été l'occasion de discussions stratégiques sur la contribution globale du projet au programme de lutte contre le terrorisme de l'ONU et son soutien aux États membres dans la mise en œuvre de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies.

Au niveau mondial, ONU Femmes continue de diriger l'intégration du genre dans la lutte contre le terrorisme et la prévention de l'extrémisme violent au niveau du siège, où elle est le principal partenaire de l'UNOCT et de la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme dans le développement et la mise en œuvre d'approches tenant compte des questions de genre dans le programme de lutte contre le terrorisme de l'ONU. ONU Femmes préside le groupe de travail sur le genre du Pacte mondial des Nations Unies. Dans ce rôle, ONU Femmes soutient le partage des connaissances pour le développement de politiques objectives par la présentation et la diffusion des meilleures pratiques développées par les activités du projet mises en œuvre au niveau mondial et dans le pays.

ONU Femmes au Pakistan a établi un partenariat avec l'équipe spéciale des Nations Unies sur la prévention de l'extrémisme violent (PEV) et la lutte contre le terrorisme

(CT), présidée par le Bureau du Coordinateur résident (BCR) et le PNUD. Plus important encore, ONU Femmes a pu améliorer ses relations avec les acteurs nationaux concernés, dont l'Autorité nationale de lutte contre le terrorisme du Pakistan à Islamabad, où des discussions et une communication formelle ont été initiées pour préparer et signer un mémorandum d'accord. Le mémorandum d'accord est prévu d'être conclu au troisième trimestre de 2022. Il s'agit d'un progrès important, compte tenu de la base de référence limitée sur la capacité à travailler avec les titulaires de mandats nationaux.

En Jordanie, ONU Femmes est membre de l'équipe spéciale des Nations Unies sur la prévention de l'extrémisme violent et participe aux réunions de coordination bimensuelles avec l'UNESCO, le PNUD et d'autres agences de l'ONU. L'équipe spéciale de l'ONU a développé un cadre stratégique pour une approche cohérente de l'ONU en matière de PEV en Jordanie. En outre, ONU Femmes s'associe au PNUD pour organiser une réunion de groupe d'experts sur la PEV.¹⁸ Suite à l'approbation de son rapport de cartographie réalisé dans le cadre du résultat 1.2 en Jordanie en septembre 2021.

La recherche menée à l'échelle nationale par ONU Femmes sur les facteurs sexospécifiques de la prévention de l'extrémisme violent a été réalisée en partenariat avec l'unité PEV du Bureau du Premier ministre jordanien et la Commission nationale jordanienne pour les femmes (CNJF). Ce travail conjoint a augmenté la crédibilité des résultats et a permis de renforcer les relations avec l'unité PEV.

L'augmentation de l'appropriation nationale et l'élan positif pour s'engager dans les questions de genre et d'extrémisme violent est un progrès réjouissant étant donné l'élan limité de la part des titulaires de mandats nationaux. Ces progrès sont attribués au travail effectué dans le cadre de ce projet, notamment la recherche menée dans le cadre du résultat 1 au Pakistan et en Jordanie. Les connaissances et le soutien substantiels fournis par le projet ont apporté une valeur ajoutée aux partenaires nationaux en matière d'intégration de

¹⁸ Détails inclus dans le rapport d'avancement de la première année.

la dimension de genre dans les efforts de lutte contre l'extrémisme violent.

À tous les niveaux, ONU Femmes a établi des partenariats avec la société civile, et notamment sur les efforts visant à accroître leurs capacités dans les discussions sur le secteur de la sécurité et la prévention de l'extrémisme violent. Cela s'ajoute au soutien d'une participation accrue des OSC aux plateformes mondiales et nationales pertinentes où ONU Femmes a tiré parti de ses partenariats pour promouvoir l'engagement des organisations de la société civile à tous les niveaux. Le projet sous le résultat 3.8 a par exemple facilité la participation des OSC dirigées par des femmes à la première conférence régionale sur la lutte contre le terrorisme et la prévention de l'extrémisme violent organisée par le Bureau de lutte contre le terrorisme de l'ONU, à laquelle ont participé les États membres, l'Union africaine et les entités spécialisées des Nations Unies. Dans le cadre du même résultat, le projet a soutenu la participation de PAIMAN du Pakistan et d'ARDD de Jordanie à un événement mondial qui s'est tenu virtuellement, où elles ont présenté des documents solides sur le contexte national et déposé des recommandations pour l'ONU, ONU Femmes, l'UE et les gouvernements nationaux.

Au Pakistan, ONU Femmes s'est associée à la société civile pour mettre en œuvre des activités aux niveaux national et local, notamment pour favoriser les dialogues pour l'élaboration de politiques, le renforcement des capacités et la formation professionnelle. En Jordanie, ONU Femmes s'est associée à Générations pour la paix (GFP), NOVACT, et la Renaissance arabe pour la démocratie et le développement (ARDD). Ces trois organisations mènent des programmes de prévention de l'extrémisme violent et de cohésion sociale en Jordanie.

Au cours de la mise en œuvre du projet, ONU Femmes à tous les niveaux continue de coordonner étroitement avec les délégations de l'UE dans le pays et aux niveaux régionaux. Toutes les mises à jour et les discussions de fond sont communiquées en temps utile par le siège d'ONU Femmes à l'UE à Bruxelles. En 2021, une évaluation du projet a été réalisée dans le cadre du résultat 1, qui a reconnu l'amélioration continue de la coordination et de la communication bidirectionnelle à tous les niveaux et entre ONU Femmes et l'UE

V. LIENS ET COMPLÉMENTARITÉ ENTRE LES INTERVENTIONS AU NIVEAU MONDIAL ET AU NIVEAU NATIONAL

Ainsi, les connaissances émanant du niveau mondial (siège de l'ONU) en matière de politiques, de directives, d'assurance qualité et d'atténuation des risques informent directement les activités du projet mises en œuvre dans les pays pilotes au Pakistan et en Jordanie. Il s'agit d'un aspect essentiel qui garantit que toutes les activités s'inscrivent dans le cadre des directives de l'ONU et des normes en matière de droits de l'homme, compte tenu notamment de la nature à haut risque des programmes de prévention de l'extrémisme violent. En outre, les obligations internationales en matière de droits de l'homme discutées au niveau mondial contribuent au plaidoyer au niveau national contre le

rétrécissement de l'espace civique et les risques auxquels sont confrontées les femmes défenseurs des droits humains.

D'autre part, les activités menées dans les pays, y compris la recherche localisée, les résultats des consultations directes avec les communautés et les femmes touchées par les actes d'extrémisme violent, et le soutien direct aux autorités locales et au gouvernement national, offrent une richesse d'expériences et de connaissances qui alimentent les processus d'élaboration des politiques au niveau mondial. Cela est d'autant plus vrai que les politiques mondiales doivent

être harmonisées aux niveaux régional et national, et qu'elles doivent donc être pertinentes et s'attaquer aux problèmes identifiés au niveau local. Il est donc impératif que l'expérience nationale alimente les processus d'élaboration des politiques au niveau du siège et que les politiques alimentent la mise en œuvre au niveau national.

Sur le plan stratégique, ONU Femmes continue de diriger l'intégration de la dimension de genre dans la lutte contre le terrorisme et la prévention de l'extrémisme violent au niveau du siège et est le principal partenaire de l'UNOCT et de la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme dans le développement et la mise en œuvre d'approches de transformation de la dimension de genre dans le programme de lutte contre le terrorisme de l'ONU. Ce positionnement de l'ONU Femmes au siège permet de mettre en œuvre la « boucle » entre les attributions et les réalisations au niveau mondial et au niveau national pour obtenir des résultats durables en matière d'intégration de la dimension de genre dans la prévention de l'extrémisme violent. Par conséquent, ce projet est conçu de manière globale, en reliant les résultats au niveau mondial aux résultats au niveau national pour atteindre le résultat global.

En outre, les événements mondiaux sur la lutte contre le terrorisme et la prévention de l'extrémisme violent

offrent une occasion de renforcer la coopération sud-sud et triangulaire entre les acteurs, y compris les gouvernements nationaux partenaires et les organisations indépendantes de la société civile, afin d'engager un dialogue constructif sur la lutte contre le terrorisme et la prévention de l'extrémisme violent. Ce projet préconise et soutient également une participation et une représentation accrues des femmes en tant qu'acteurs politiques et citoyens égaux dans les discussions sur la lutte contre le terrorisme et la prévention de l'extrémisme violent à tous les niveaux. Ainsi, les livrables attendus au titre du résultat 3.8 en 2019 et 2021 pour favoriser la participation des femmes aux plateformes pertinentes répondent à l'objectif de renforcement de la collaboration sud-sud.

Enfin, les connaissances et les meilleures pratiques issues de la mise en œuvre en Jordanie et au Pakistan, ainsi que l'étude comparative commandée par le niveau mondial au Mozambique, alimenteront directement la discussion de la communauté de pratique sur la lutte contre le terrorisme et les femmes, la paix et la sécurité du système des Nations Unies. Le partage des connaissances a également été fourni par le biais du résultat 1.5 à la communauté de pratique d'ONU Femmes par la mise en œuvre du résultat 1.5 sur l'échange interrégional et de connaissances qui a eu lieu en avril 2021 (ANNEXE 21).

VI. RÉSULTATS ET LIVRABLES DU PROGRAMME

Au cours de la période de référence du projet, des progrès ont été réalisés dans la mise en œuvre de tous les résultats, malgré les retards occasionnés par la pandémie. La mise en œuvre des résultats est détaillée ci-dessous :

Résultat 1. Élargir et approfondir une base de données probantes sur les moteurs de l'extrémisme violent et son impact sexospécifique

Activité 1.1

Collaborer avec les parties prenantes nationales de la prévention de l'extrémisme violent et les principaux instituts de recherche pour produire et diffuser de nouvelles recherches sur les moteurs et la dynamique liés au genre de l'extrémisme violent, son incidence particulière sur les femmes et les filles et le rôle que les femmes peuvent jouer dans la prévention de l'extrémisme violent

En bonne voie



En retard



En avance sur le plan



Réalisée



Cette activité est mise en œuvre au niveau mondial et au niveau national. Les résultats de cette activité sont constitués de trois études principales au total, menées au Pakistan, en Jordanie et au Mozambique. Ces trois études (voir les ANNEXES 18, 19, 25 et 26) comprennent des annexes importantes comme le rapport de cartographie de la Jordanie, un produit de connaissance au Pakistan.

a) Recherche au Pakistan :

ONU Femmes au Pakistan a mené une recherche à l'échelle nationale intitulée « Resilience, Community Security and Social Cohesion through Effective Women's

Leadership » [Résilience, sécurité communautaire et cohésion sociale grâce à un leadership efficace des femmes], y compris un produit de connaissance (**voir les ANNEXES 18 et 19**), afin de mieux comprendre les tendances contextuelles des aspects sexospécifiques de la prévention de la violence, et d'identifier les facteurs menaçant la sécurité communautaire,¹⁹ ainsi que l'impact sur les droits des femmes et des filles. La recherche a fait appel à des méthodes mixtes de recherche consistant à la collecte de données primaires (enquêtes individuelles, discussions de groupe ciblées, entretiens avec des informateurs principaux) et à des recherches secondaires pour identifier les facteurs qui compromettent la sécurité communautaire et la cohésion sociale et leurs effets sur la voix et la représentation des femmes. L'enquête, les discussions de groupe ciblées (DGC) et les entretiens avec les informateurs principaux (EIP) ont été menés avec des femmes au niveau communautaire, des décideurs et des experts dans les zones rurales et urbaines des quatre provinces du Pakistan, principalement Lahore, Karachi, Peshawar et Quetta. Les femmes ayant participé aux DGC et aux enquêtes étaient principalement issues de la classe moyenne inférieure et de la classe ouvrière. Au total, huit discussions de groupe ciblées ont été organisées dans chaque capitale provinciale. Deux sessions ont été organisées dans chaque ville, distinctement pour les participants urbains et ruraux. Les DGC comprenaient au total 71 femmes des zones urbaines et rurales, l'accent étant mis sur les femmes issues de milieux ethniques, linguistiques, religieux, sectaires et socio-économiques marginalisés, afin de saisir pleinement l'impact de la rupture de la cohésion sociale sur les femmes du Pakistan.

La recherche a exploré les vulnérabilités des femmes et les facteurs sexospécifiques qui contribuent aux menaces à la sécurité et aux fragmentations de la cohésion sociale qui intensifient l'impact de la violence et des menaces à la sécurité.

Les discussions de groupe ciblées ont impliqué dix femmes de la zone urbaine et six femmes de la zone rurale de Karachi. Les participantes aux DGC ont

19 Les menaces pour la sécurité des communautés comprennent les menaces présentées par l'extrémisme violent

présenté le point de vue des femmes des régions qui ont souffert d'une rupture de la cohésion sociale en raison de tensions ethniques, sectaires, linguistiques et religieuses. Dix femmes des zones urbaines de Lahore et neuf femmes des zones rurales de Lahore ont expliqué l'impact des tensions religieuses sur les femmes et comment il varie d'une zone urbaine à une zone rurale. À Peshawar, dix femmes des zones urbaines et dix femmes des zones rurales ont décrit l'impact du militantisme et des récits extrémistes violents sur la vie des femmes dans la région. Pour saisir les perspectives au Baloutchistan, dix femmes des zones urbaines et six femmes des zones rurales ont expliqué comment la migration, la rupture de la cohésion sociale et les tensions ethniques et sectaires ont eu un impact sur la vie des femmes.

Les entretiens avec les informateurs principaux ont été menés auprès de trente participants, dont des parties prenantes clés du secteur de la sécurité, des agents de police en service ou à la retraite, des bureaucrates, des universitaires, des membres de la société civile et des politiciens.

La recherche a révélé comment les structures sociales patriarcales conditionnent l'implication des femmes dans des situations d'escalade des conflits et de diminution de la cohésion sociale. L'exclusion quotidienne des femmes de la vie publique se perpétue en raison des structures sociales patriarcales et des normes de domesticité qui y sont associées. En outre, toute une série d'acteurs et de facteurs, des membres de la famille aux fonctionnaires et aux politiques de l'État, s'emploient à perpétuer ces normes patriarcales et l'exclusion quotidienne des femmes (qui se traduit souvent par des violences manifestes).

Ainsi, les femmes racontent les différents types de violence qu'elles rencontrent dans la vie quotidienne. À plusieurs reprises, l'attitude des hommes face à toute une série de problèmes est désignée comme le facteur déterminant de cette violence quotidienne. Au sein du foyer, cela peut être dû à des questions de travail reproductif, comme la nourriture, l'éducation des enfants et les décisions quotidiennes du foyer.

Les conclusions de cette recherche approfondie ont été diffusées par le biais d'un dialogue national (décrit dans le résultat 1.4) et ont contribué à une meilleure

compréhension de la dynamique locale entre le genre et l'extrémisme violent, à soutenir les efforts de plaidoyer à tous les niveaux, et à fournir une base factuelle pour la programmation future d'ONU Femmes.

En août 2021, l'Afghanistan, qui partage sa plus longue frontière avec le Pakistan, a vu l'effondrement du gouvernement afghan et la prise de pouvoir des talibans, ce qui a déclenché une crise humanitaire dans le pays. Cette prise de pouvoir a eu des répercussions au Pakistan, galvanisant les groupes violents qui souhaitaient imiter la victoire des Talibans et provoquant un exode massif de réfugiés vers le Pakistan. Cette évolution n'a fait qu'aggraver une situation déjà complexe le long de la frontière pakistanaise avec l'Afghanistan, marquée par des lignes de faille ethniques et religieuses et un grave manque de développement socio-économique.

Compte tenu de l'évolution de la dynamique, ONU Femmes Pakistan a commandé, dans le cadre de la présente activité, une rapide « **Étude de cadrage pour renforcer la cohésion sociale entre les réfugiés afghans et les communautés d'accueil au Pakistan** » (Annexe 25), afin de réaliser une analyse situationnelle des impacts de la prise de pouvoir par les Talibans en Afghanistan sur les communautés frontalières du Pakistan. L'étude a également identifié les zones clés du Baloutchistan et du KP accueillant de nouvelles communautés de migrants afghans et a recommandé des actions clés pour prévenir l'extrémisme violent et renforcer la cohésion sociale, atténuer les problèmes de protection et identifier les points d'entrée pour les interventions d'ONU Femmes. L'étude de cadrage a été achevée le 31 janvier 2022.

L'étude de cadrage a analysé les défis sociaux, économiques et sécuritaires auxquels sont confrontés les réfugiés afghans et a noté que l'état actuel du déplacement augmente leur impuissance et leur marginalisation, ce qui pourrait avoir des impacts complexes et délétères sur les niveaux de conflit et les tendances associées à l'extrémisme violent. Les données sur les tendances de l'EV au Pakistan et en Afghanistan suggèrent que les femmes jouent un rôle diversifié et complexe dans les tendances à la radicalisation et à la déradicalisation dans la région²⁰.

Plusieurs études²¹ ont révélé que l'impuissance économique extrême des femmes et les niveaux élevés de violence fondée sur le genre (VFG) sont des facteurs

20 Rapport d'ONU Femmes « Gap Analysis of Security Protocols Through a Gender Lens » [Analyse des lacunes des protocoles de sécurité dans une optique de genre], voir chapitre 6. P.

21 Ibid.

sociaux clés qui ont amené les femmes à soutenir la participation des fils et des hommes de la famille à des actions violentes. Il existe également des preuves notables que la violence domestique et sexiste a incité les jeunes femmes à rechercher directement l'autonomisation, la protection et la mobilité en s'alignant sur les mouvements extrémistes organisés. L'étude de cadrage et les entretiens avec les nouvelles migrantes suggèrent qu'elles sont confrontées à des niveaux accrus de stress économique et social, y compris un manque d'abris adéquats en raison du déplacement. Les femmes interrogées ont également fait état d'une augmentation des mariages de fillettes parmi les nouveaux migrants, le mariage étant utilisé pour cimenter les réseaux familiaux au sein des communautés de réfugiés et d'accueil. Ces conditions augmentent le stress mental et le sentiment d'impuissance des femmes et des filles. Les nouveaux migrants afghans, y compris les femmes et les filles, se trouvent actuellement dans un vide juridique et sont extrêmement vulnérables aux activités de recrutement des acteurs extrémistes non étatiques, qui sont présents dans la plupart des zones d'accueil des réfugiés. Les vulnérabilités extrêmes auxquelles sont confrontées les femmes et les filles migrantes limitent le rôle traditionnel de consolidation de la paix que jouent les femmes et légitiment les actions et les activités des acteurs non étatiques violents dans l'environnement des nouveaux migrants déplacés vulnérables.

b) Recherches en Jordanie :

En **Jordanie**, ONU Femmes a achevé un premier rapport d'étude cartographique (ANNEXE 3) contenant des conclusions et des recommandations clés sur les moteurs et la dynamique de l'extrémisme violent en fonction du sexe, en consultation avec diverses parties prenantes nationales.

Les discussions concernant les résultats clés du rapport de cartographie ont permis de rédiger la première proposition de recherche à l'échelle nationale sur une analyse sexospécifique des moteurs et des dynamiques de l'extrémisme violent et de la cohésion sociale en Jordanie. Cette recherche a été achevée en janvier 2022 (ANNEXE 23). Les résultats de la recherche ont grandement contribué à accroître les preuves par le biais de la première recherche à l'échelle nationale sur les moteurs sexospécifiques de la prévention de l'extrémisme violent, qui a été achevée en partenariat avec l'unité PEV sous l'égide du Bureau du Premier ministre jordanien et de la CNJF. Il s'agit de la première recherche ayant contribué à comprendre comment ces dynamiques

peuvent être liées à la prévention et donc conduire à la cohésion sociale.

La recherche examine les différents rôles que les femmes en Jordanie peuvent jouer dans la prévention de l'extrémisme violent, créant ainsi des données nationales significatives qui peuvent être utilisées pour mieux informer les politiques et les stratégies sur la PEV, FPS, les prochains plans d'action nationaux et assurer que la dimension de genre est intégrée dans tous les domaines.

L'étude a été présentée à l'unité PEV, qui l'a acceptée dans son intégralité. Se fondant sur les résultats, le partenaire national a suggéré d'organiser des consultations avec les groupes de femmes afin d'explorer les possibilités de renforcer l'engagement des femmes et des OSC dans la conception de programmes et de politiques autour des efforts de PEV qui tiennent compte de la dimension de genre. En conséquence, ONU Femmes prévoit d'appuyer les consultations de suivi avec les groupes de femmes, notamment dans la partie sud du pays, et de s'appuyer sur les résultats de l'étude pour rédiger le JONAP II. La recherche à l'échelle nationale a été menée dans le cadre du projet actuel, mais elle est également alignée sur le cadre plus large du JONAP.

Le rapport a révélé les principaux résultats dans trois domaines thématiques : (1) la perception, le rôle et la réalité des femmes en Jordanie, (2) l'extrémisme violent en Jordanie, et (3) la prévention de l'extrémisme violent en Jordanie. Plus précisément, la recherche a exploré plusieurs sous-thèmes, notamment, mais pas exclusivement, les suivants : l'environnement juridique, politique et social, l'engagement politique et civique des femmes, la violence fondée sur le genre, l'influence des facteurs structurels et individuels sur l'inclinaison à la violence, le recrutement, le rôle des femmes dans l'extrémisme violent et prévention de l'extrémisme violent, entre autres.

En général, la recherche a révélé que plusieurs facteurs structurels contribuent au recours à la violence. Le recours à la violence est principalement justifié si les intérêts d'une personne sont menacés, alors que le recours à la violence au nom de la religion, pour des causes politiques/sociales ou pour résoudre des problèmes sont des facteurs qui sont moins susceptibles de conduire à la violence.

En outre, en ce qui concerne la gouvernance en tant que facteur, l'accès aux services de base et la confiance dans les institutions gouvernementales sont considérés

comme des facteurs pouvant conduire à l'usage de la violence en fonction du niveau de satisfaction. À ce niveau, il est important de noter que si les hommes et les femmes peuvent partager cette tendance, les hommes sont beaucoup plus enclins à la violence.

De même, sur le plan socioculturel, la recherche révèle que la perception de diverses expériences, relations et connexions communautaires, ainsi que les facteurs indiquant une communauté socialement cohésive, sont corrélés à l'usage de la violence. Plus la communauté est diversifiée et plus le sentiment d'appartenance, de justice et d'équité de ses membres est élevé, moins ils sont susceptibles de recourir à la violence. Pour les hommes et les femmes qui percevaient négativement le facteur susmentionné, et bien que certaines femmes partagent le même sentiment, les hommes étaient plus susceptibles de recourir à la violence par rapport aux femmes.

Par ailleurs, la recherche a examiné la puissance d'agir des femmes, qui s'est avéré limité d'après les données recueillies. Avec un pouvoir jugé secondaire au sein du foyer et beaucoup moins influent dans la société, la capacité des femmes à influencer positivement leur société et à contribuer à la consolidation de la paix et à la cohésion sociale est perçue comme limitée. En outre, l'accès aux privilèges et aux droits est « sélectif » pour les femmes, ce qui influence leur rôle en matière de participation politique et civique. Cette situation est davantage amplifiée par ce à quoi les femmes sont confrontées dans la société, notamment la violence et la discrimination fondées sur le sexe, en raison de la rigidité des normes et des traditions en vigueur.

Pourtant, même avec ces facteurs structurels, les femmes sont toujours moins enclines à recourir à la violence. Il pourrait s'agir d'un point d'entrée clé pour les programmes de prévention de l'extrémisme violent, où le rôle des femmes en tant qu'agents politiques plaidant pour la paix dans la société, la communauté et au niveau des foyers, pourrait être mis à profit. L'engagement des hommes, leur soutien et leur solidarité à l'égard du programme et des problèmes des femmes doivent être renforcés. Cela peut se faire en s'attaquant aux défis susmentionnés et en renforçant la puissance d'agir des femmes et leur contribution à la société. À ce titre, une programmation multidimensionnelle et multipartite suivant une approche de la société dans son ensemble

est impérative pour renforcer le rôle des femmes, leur voix et leur participation à la vie publique.

Enfin, le rapport fournit une série de recommandations possibles à prendre en compte lors de l'adoption de futurs programmes, stratégies, politiques et initiatives de prévention de l'extrémisme violent. Les résultats de cette recherche mettent en évidence les recommandations clés à explorer pour mieux impliquer les femmes dans les programmes de prévention de l'extrémisme violent. Les recommandations se concentrent sur quatre niveaux : (1) le cadre national/légal, (2) le niveau institutionnel, (3) la dynamique sociétale/communautaire, et (4) la dynamique individuelle/ménagère. Il est important de noter que l'équipe de recherche a veillé à ce que les recommandations présentées le soient dans une optique de genre, afin de promouvoir le rôle clé des femmes dans la prévention de l'extrémisme violent.

c) Recherches commandées au niveau mondial ²²:

Au niveau mondial, ONU FEMMES a commandé une étude comparative sur le genre et l'extrémisme violent (ANNEXE 26) en tenant compte des résultats obtenus au Pakistan et en Jordanie, et en les comparant à un troisième contexte. Le troisième contexte choisi pour l'étude comparative était Cabo Delgado, dans le nord du Mozambique. En effet, le contexte du Mozambique représente une nouvelle frontière pour l'expansion des groupes extrémistes violents et constitue une nouvelle étude de cas pour la comparaison entre les résultats obtenus en Asie au Pakistan et dans la région MENA en Jordanie. L'étude comparative vise à évaluer les points communs et les tendances dans les différents contextes ainsi qu'à déterminer les différents aspects liés au genre et à l'extrémisme violent, le cas échéant. Les résultats de l'étude ont fourni une analyse féministe approfondie des facteurs multiples d'attraction et de répulsion dans chaque contexte, ont identifié les points communs et ont testé l'hypothèse liée à l'égalité des sexes et à la sécurité. Les résultats de l'étude comparative contribueront directement à enrichir la base de connaissances du système des Nations Unies et, plus largement, de la communauté de pratique. Plus précisément, les recommandations s'adressent aux parties prenantes, y compris au système des Nations Unies en général et à ONU Femmes en particulier, afin

22 L'étude comparative ne sera pas publiée à l'intention des acteurs externes et ne sera diffusée qu'au sein de la communauté de pratique d'ONU Femmes pour appuyer la planification et le développement des programmes, des politiques et des efforts de plaidoyer de PEV.

de garantir une intégration efficace de la dimension de genre dans le soutien à la PEV.

L'étude comparative a mis en évidence les réalités structurelles telles que le patriarcat, la prévalence des idéologies extrémistes, la violence politique, le manque d'opportunités économiques, les déficits de gouvernance et la violation des droits de l'homme qui affectent les femmes de diverses manières dans les trois contextes différents. L'étude s'est également penchée sur les facteurs communs d'attraction et de répulsion qui contribuent à leur vulnérabilité unique aux idées extrémistes ; les impacts de l'extrémisme sur les femmes et leur puissance d'agir et les mesures recommandées pour résoudre les problèmes identifiés. En outre, l'étude propose une approche interdépendante pour aborder la question du genre et de l'extrémisme violent par le biais d'une perspective holistique et d'un regard ciblé sur les thèmes/groupes cibles prioritaires. L'étude préconise une meilleure compréhension des distinctions entre les « moteurs » et les « causes profondes » lors de l'élaboration de programmes Femmes, paix et sécurité - Prévenir et contrer l'extrémisme violent à court, moyen et long terme. Du point de vue de la dimension de genre, la plupart des modèles identifiés tendent à être liés à l'influence commune des structures sociétales patriarcales (les normes liées au genre, la violence systémique fondée sur le genre et l'intersectionnalité – les inégalités et les discriminations multiples), comme une partie intrinsèque de la dynamique que l'extrémisme violent pose dans chaque contexte analysé.

L'étude comparative a permis d'identifier une multiplicité de facteurs sexospécifiques potentiels de l'extrémisme violent. Ces facteurs sont classés en facteurs d'attraction et de répulsion. Ces facteurs d'attraction et de répulsion peuvent affecter les individus (femmes et hommes, filles et garçons, et personnes non-conformes au genre) et les communautés locales, sous diverses formes, intensités et spécificités contextuelles. Le niveau d'impact de chaque facteur peut aller du niveau individuel/personnel, du foyer et de la communauté au niveau national et mondial. La catégorisation des dynamiques de micro, méso, macro et « crises multiples » (au lieu des niveaux individuel, sociétal et national) vise à souligner que les dynamiques potentiellement affectées par les moteurs de l'extrémisme violent sont influencées par des relations de pouvoir inégales.

Les facteurs de répulsion notent que les normes liées au genre, la violence sexuelle et fondée sur le genre (VSFG) et l'intersectionnalité (inégalités et discriminations

multiples), en tant que facteurs transversaux, sont au cœur des conditions propices à l'extrémisme violent. Les domaines clés suivants ont été identifiés, en vue d'un éventuel soutien de la part des différents mandats de l'ONU, afin de s'attaquer aux facteurs de répulsion de l'extrémisme violent :

- le manque d'opportunités socio-économiques (c'est-à-dire l'emploi), le manque d'accès aux (et de contrôle des) ressources financières/revenus, le manque d'accès aux services de base, le manque d'accès à la terre et le manque d'accès à l'éducation, à l'information, à la sensibilisation (on a noté la nécessité de mieux définir la « sensibilisation » et le rôle de l'« éducation ») ;
- la marginalisation, l'exclusion (y compris les inégalités entre les sexes dans l'accès aux mécanismes de prise de décision), l'intersectionnalité (inégalités et discriminations multiples et croisées), la ou les vulnérabilités, la ou les injustices, la pauvreté multidimensionnelle ainsi que les inégalités structurelles entre les sexes, la masculinité ou la misogynie toxique ;
- le déficit de gouvernance et de démocratisation et le manque de confiance dans les institutions gouvernementales ; les normes liées au genre ; les violations des droits humains/des droits humains des femmes et de l'État de droit ; le manque d'accès à la justice et à l'assistance juridique ;
- les griefs découlant de conflits prolongés et non résolus ; la violence sexuelle et fondée sur le genre structurelle (sphère domestique ou publique) ;
- les crises/urgences multiples, le modèle politico-économique et les intérêts géopolitiques ; les réseaux criminels et le crime organisé (y compris la traite des personnes, notamment des femmes et des filles).

En ce qui concerne les facteurs d'attraction, la recherche souligne que si les conditions propices à l'extrémisme violent peuvent toucher des populations entières, seul un petit pourcentage de personnes commettent des actes de violence et les gens (les femmes et les filles étant touchées de manière disproportionnée) sont entraînés dans des mouvements violents par des processus de manipulation et de socialisation, souvent facilités par des facteurs personnels, émotionnels ou psychologiques, par une combinaison de facteurs rationnels et émotionnels, qui sont « liés au genre » (vécus différemment par les hommes et les femmes, en raison des normes liées au genre). Par le biais de croyances, de comportements et d'appartenance, dans le cadre d'une combinaison complexe de motivations et de puissance

humaine d'agir (également influencées par les inégalités entre les sexes), les facteurs d'attraction jouent un rôle clé dans l'exploitation des conditions et la transformation des idées et des griefs en actions violentes. Du point de vue de la dimension de genre, les domaines clés suivants ont été identifiés, en vue d'un éventuel soutien de la part des différents mandats de l'ONU, pour traiter les facteurs d'attraction de l'extrémisme violent :

- les antécédents et motivations individuels/ personnels, la dynamique puissance d'aggravation de la victimisation des femmes et les multiples vulnérabilités influençant le recrutement (par la persuasion, la coercition, l'enlèvement, les intérêts « matérialistes », le recours à la force ou « volontairement »). Il convient de poursuivre la réflexion sur le rôle des femmes dans les organisations extrémistes violentes, en s'interrogeant sur l'existence d'un environnement favorable aux décisions éclairées des femmes (étant donné le rôle que jouent les relations de pouvoir inégales dans les « choix individuels ») ;
- Les griefs collectifs (schéma de manque de confiance et griefs des femmes liés à la violence systémique fondée sur le genre) et la « victimisation » (souffrance et réactions émotionnelles qui peuvent être exploitées par les extrémistes violents) ;
- la déformation et l'utilisation abusive des croyances, des idéologies politiques et des différences ethniques et culturelles, ainsi que l'influence des discours patriarcaux/normatifs de genre ;
- l'influence (en tant que moyens de propagation de récits qui ne sont pas eux-mêmes des moteurs de l'extrémisme violent) des réseaux sociaux (en ligne et hors ligne), du leadership communautaire, de la parenté/du groupe tribal/ethnolinguistique, de la politique identitaire, des structures familiales et du lieu de travail.

L'étude a ensuite présenté des propositions de mesures détaillées sur la manière de s'engager en tenant compte de la dimension de genre pour s'attaquer aux conditions propices au terrorisme et à l'extrémisme violent, en reliant principalement la réponse au Programme 2030 et les réponses à moyen et long terme. L'étude s'est également concentrée sur les recommandations directement liées au mandat d'ONU Femmes, et dans le cadre de sa mission de soutien à la réalisation des engagements de FPS. Les mesures recommandées sont résumées ci-dessous :

Mesures générales recommandées :

- a. L'aide à la prévention de l'extrémisme violent doit être liée aux efforts et aux programmes de développement inclusifs et durables.
- b. L'aide doit inclure l'éducation (formelle ou informelle), la sensibilisation et la diffusion d'informations.
- c. L'aide doit reconnaître et chercher à soutenir la lutte contre la pauvreté multidimensionnelle ancrée dans des crises multiples, en tant que moteurs interconnectés de l'extrémisme violent.
- d. Les programmes de prévention de l'extrémisme violent doivent créer des cadres plus structurés avec une cohésion sociale soutenue par les programmes nationaux et ceux des Nations Unies.
- e. L'aide doit inclure des actions à moyen et long terme pour s'attaquer aux causes profondes de l'extrémisme violent liées au genre.

Recommandations relatives au mandat d'ONU Femmes :

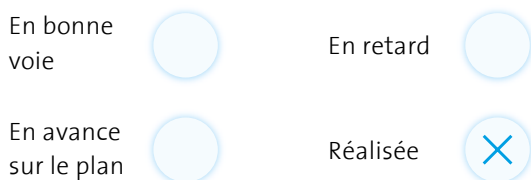
- a. La programmation de FPS/PEV doit chercher à renforcer trois engagements pratiques principaux liés à l'intégration du genre dans la prévention de l'extrémisme violent : (1) l'intégration de l'égalité des sexes dans les interventions en général ; (2) le ciblage de groupes ou de questions spécifiques par le biais d'interventions spéciales ; et (3) le dialogue avec les partenaires sur les questions et les aspects liés à la dimension de genre.
- b. Les stratégies FPS/PEV visant à répondre aux facteurs sexospécifiques de l'extrémisme violent doivent tenir compte des multiples inégalités et discriminations historiques (intersectionnalité) en tant que causes profondes de l'EV.
- c. Le harcèlement sexuel, en tant que violation des droits de l'homme et en tant que type de corruption (moteur de l'EV lié à la mauvaise gouvernance) doit être abordé.
- d. Les interventions doivent s'attaquer à la violence fondée sur le genre, qui est à la fois un moteur et un effet de l'extrémisme violent.
- e. Les projets PEV doivent inclure des approches psychosociales de la prévention et de la lutte contre l'extrémisme violent (C/PEV), notamment le renforcement des capacités en matière de premiers soins psychologiques et de soutien psychosocial aux survivants de l'extrémisme violent.

- f. es projets doivent garantir l'implication des femmes en tant que leaders dans la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent, et notamment dans la prise de décisions importantes pour les éléments du point « a » ci-dessus.
- g. g. Renforcer l'intégration de la dimension de genre dans les interventions de C/PEV auprès des jeunes.
- h. h. Les liens entre les programmes de FPS et de C/PEV et les ODD/stratégies nationales de développement doivent être soulignés dès le départ.
- i. i. Les stratégies et les interventions doivent renforcer les indicateurs qualitatifs dans le suivi et l'évaluation de la prévention et de la lutte contre l'extrémisme violent tenant compte du genre.

Toutes les recherches menées dans le cadre de cette activité seront partagées avec la communauté de pratique au niveau mondial. Ce partage se fait par le biais de l'engagement d'ONU Femmes dans le Pacte mondial de coordination contre le terrorisme des Nations Unies, et par le biais de la communauté de pratique, dont les réunions sont organisées virtuellement et en personne.

Activité 1.2

Cartographie des programmes actuels au niveau mondial et national pour identifier les stratégies existantes dans le domaine de la PEV²³



Au cours de la période de référence, la cartographie a été achevée en Jordanie (ANNEXE 3). Les tâches principales comprennent la cartographie des initiatives nationales et la réalisation de consultations avec les parties prenantes. Cette activité est fortement liée à l'activité 1.1. ci-dessus et permettra de définir les grandes lignes de la recherche en Jordanie.

En lien avec cette activité, ONU Femmes, en partenariat avec le PNUD, a organisé une première réunion conjointe du groupe d'experts (RGE) consacrée aux

questions de genre et à la PEV en décembre 2019 (voir le rapport descriptif de l'année 1).

La réunion a également permis d'avoir une compréhension plus large des efforts actuels des partenaires de l'ONU en matière de la PEV, ce qui a également contribué au rapport de cartographie. La réunion a été éclairée par l'expérience d'ONU Femmes et du PNUD sur l'intégration de la dimension de genre et de la PEV dans les politiques et la recherche et sur le renforcement de l'engagement des organisations de femmes de la société civile dans les efforts de PEV. La réunion a également fourni une plateforme pour comprendre les efforts existants et pour explorer les opportunités et les partenariats futurs avec les femmes et les organisations dirigées par des femmes dans les efforts de PEV. Trente représentants du monde universitaire, d'organisations de la société civile, d'organisations communautaires de femmes, de groupes de base et de partenaires du gouvernement national (DSP et l'unité PEV) ont participé à la réunion du groupe d'experts.

Parmi les points d'action de suivi, il a été convenu de poursuivre les discussions sur la recherche et les données sexospécifiques sur l'extrémisme violent, l'élaboration de politiques et l'intégration de la dimension de genre dans le plan d'action national de PEV. Les résultats de la réunion alimenteront la recherche et le dialogue politique sur l'intégration de la dimension de genre et la prise en compte des besoins spécifiques des femmes dans les efforts, stratégies et programmes de PEV existants.

En juillet 2020, le rapport de cartographie a été validé par une présentation avec le groupe d'experts en partenariat avec la CNJF. Les résultats de la discussion de validation ont alimenté la version finale du rapport de cartographie. Parmi les principales recommandations, on peut citer la nécessité de disposer de davantage de preuves des facteurs politiques et socio-économiques qui contribuent à la participation des femmes en tant qu'actrices, partisanes et victimes de l'extrémisme violent. Les politiques de PEV doivent intégrer les perspectives des femmes et affirmer que la représentation des femmes dans la prévention des conflits est importante, en tant qu'actrices politiques, avec des responsabilités dans toutes les phases de la paix et de la sécurité, notamment la prévention de la violence. Il est également essentiel de faire participer les groupes de femmes et la société civile à l'élaboration et à la mise

²³ Cette activité est inscrite au budget uniquement pour la Jordanie, conformément au plan de travail du projet.

en œuvre des politiques et des programmes de PEV, afin d’y intégrer des approches plus axées sur les personnes, plus soucieuses de l’égalité des sexes et fondées sur les droits de l’homme.





En septembre 2020, le projet de rapport final a également été présenté à l’unité PEV du Bureau du Premier ministre jordanien (voir l’ANNEXE 3). L’unité a reçu les recommandations clés pour intégrer les aspects de genre dans les politiques de PEV fondées sur une analyse liée au genre de la participation des femmes dans les sphères politiques, économiques et sociales, afin de répondre aux besoins de tous les citoyens, femmes et hommes. L’unité PEV a convenu de la nécessité de poursuivre les recherches à l’échelle nationales sur les dimensions sexospécifiques de la PEV et s’est engagée à fournir un soutien total pour approuver et mener ces recherches à l’échelle national. Cette mise à jour est particulièrement importante, car il s’agit du premier engagement du projet global) avec l’unité PEV et devrait ouvrir d’autres voies de partenariat pour le renforcement des capacités à l’avenir.

En outre, une étude cartographique sur le genre et la PEV a été présentée et discutée avec la Direction de la sécurité publique et le Service de protection de la famille (SPF) en novembre 2020. Le SPF a reconnu que certaines des conclusions du rapport ont fourni des éléments importants pour alimenter la stratégie de communication et de sensibilisation sur la VFG du SPF, conformément à sa décision politique sur la restructuration, qui a été publiée en juillet 2020.

Le rapport de cartographie a également, dans une plus large mesure, alimenté la première recherche à l’échelle nationale sur les facteurs sexospécifiques de la PEV, qui a été achevée en partenariat avec l’unité PEV du Bureau du Premier ministre jordanien et la CNJF en janvier 2022.

Activité 1.3

Engager seize dialogues communautaires à l’échelle du district pour évaluer les informations sur les perceptions de l’extrémisme (PAKISTAN)

En bonne voie		En retard	
En avance sur le plan		Réalisée	

L’objectif des dialogues communautaires dans le cadre de cette activité était d’encourager l’échange d’informations en face à face entre les communautés afin de favoriser la compréhension mutuelle de la dynamique sexospécifique de l’extrémisme et de permettre aux participants d’exprimer ouvertement leurs idées et leurs points de vue. Ces dialogues sont conçus comme un processus visant à améliorer la prise de conscience, la sensibilisation et la résolution collaborative des problèmes afin d’aborder des questions spécifiques qui pourraient donner lieu à des idéologies extrémistes. Il s’agit également d’approfondir la réflexion et la discussion sur le rôle des femmes, tant dans la sphère domestique que dans la sphère publique, pour faire face à ces divisions. Ces dialogues ont inclus divers groupes ethniques, religieux et communautaires qui ont encouragé les participants à échanger leurs points de vue sur la cohésion sociale. Au total, **18 dialogues communautaires** ont été organisés dans le cadre de ce produit.

ONU Femmes, en partenariat avec PAIMAN, a organisé **six dialogues communautaires**, auxquels ont participé 84 personnes (49 femmes, 35 hommes), et **six séminaires au niveau des districts**, auxquels ont participé 266 personnes (144 femmes, 122 hommes). Les participants comprenaient, entre autres, des représentants du gouvernement, des activistes communautaires, des enseignants et des travailleurs de la santé, des ménagères et des étudiants. Les discussions ont permis aux femmes de la région d’exprimer ouvertement leurs points de vue sur les perceptions de l’extrémisme violent, les effets de l’extrémisme violent sur les femmes et la manière dont les femmes peuvent jouer un rôle efficace dans la prévention de l’extrémisme violent.

En outre, ONU Femmes Pakistan a engagé 25 femmes chefs spirituels de diverses communautés à Karachi, Sind, pour promouvoir la paix et la tolérance dans leurs communautés. Ce dialogue a eu lieu les 3 et 4 janvier (**ANNEXE 27**).

L’accent a été mis sur les chefs spirituels, car ils façonnent souvent la connaissance populaire des différentes religions et sectes. Par leurs sermons et leurs congrégations, ils influencent l’opinion et les perceptions du public, ce qui contribue à alimenter le discours sur l’harmonie interconfessionnelle auprès du public disponible. Si l’influence des chefs religieux ou communautaires est établie de longue date, il est important de veiller à ce qu’ils aient une compréhension commune de la paix dans la société. Dans certains cas, les chefs spirituels présentent un risque lorsqu’ils n’ont pas une



Figure 1 : Les chefs spirituels de la communauté pendant la session de sensibilisation de deux jours qui s'est tenue du 3 au 4 janvier 2022. Crédit photo : Mujtaba Rathore.



Figure 2 : Dialogues communautaires organisés à Karachi et dirigés par des femmes chefs spirituels à Karachi. Crédit photo : Mujtaba Rathore.

connaissance approfondie des religions comparées. Dans ce cas, les enseignements de certains chefs spirituels peuvent entraîner une discrimination à l'encontre des minorités religieuses et des sectes. Associées à un manque d'interaction avec « l'autre », ces notions s'enracinent profondément et finissent par propager des récits qui suscitent la méfiance, établissent des stéréotypes négatifs et engendrent l'intolérance fondée sur la religion et le sectarisme dans la société.

Les femmes chefs spirituels, notamment, ont une influence particulière sur la famille et les structures sociales de la société. Elles sont particulièrement bien placées pour s'attaquer aux récits qui encouragent l'expression politique violente et pour promouvoir la coexistence pacifique.

S'appuyant sur les concepts qu'elles avaient appris au cours de leur engagement, ces chefs spirituels communautaires ont organisé quatre sessions d'engagement communautaire à Karachi auxquelles ont participé 105 femmes de la communauté. Ces sessions ont ouvert la voie à l'établissement d'un sentiment de fraternité entre les diverses femmes chefs spirituels en éliminant les différences de race, de couleur, de caste et de religion et ont renforcé leur engagement au sein des communautés pour propager des messages de paix (ANNEXE 28).

Activité 1.4

Organiser deux dialogues nationaux sur l'impact de l'extrémisme violent sur les femmes, en soulignant les domaines nécessitant des recherches et des collectes de données supplémentaires, afin d'alimenter les bonnes pratiques de l'ONU, de l'UE et des autres parties prenantes travaillant dans ce domaine (PAKISTAN).

En bonne voie	<input type="radio"/>	En retard	<input type="radio"/>
En avance sur le plan	<input type="radio"/>	Réalisée	<input checked="" type="radio"/>

Au Pakistan, les deux dialogues nationaux sur les impacts sexospécifiques de l'extrémisme violent ont eu lieu le 25 août 2021 et le 23 octobre 2021. Les dialogues ont impliqué un total de 114 personnes (51 hommes, 63 femmes) et comprenaient des fonctionnaires du gouvernement, des praticiens du développement, des OSC composées de femmes et des experts en PEV. L'objectif des dialogues nationaux était d'améliorer la compréhension des aspects liés au genre dans la prévention de l'extrémisme violent, mais aussi de rapprocher le dialogue entre les principales parties prenantes et de

promouvoir une plus grande inclusion des femmes dans les processus de PEV.

Le premier dialogue national intitulé « Renforcer la cohésion sociale grâce à un leadership efficace des femmes » a été organisé à Islamabad et a permis de diffuser les principales conclusions de la recherche intitulée « **Resilience, Community Security and Social Cohesion through Effective Women's Leadership** » [Résilience, sécurité communautaire et cohésion sociale grâce à un leadership efficace des femmes] (ANNEXE 18) par l'intermédiaire d'un panel d'experts. La discussion a souligné que la présence de femmes en tant que leaders communautaires est essentielle pour créer une approche équilibrée et globale afin de contrer l'extrémisme violent et d'inculquer la cohésion communautaire. Elle a noté le manque de sensibilisation et de compréhension des femmes quant à leurs droits, et notamment leurs droits civils et politiques. Ce manque de sensibilisation compromet leur capacité à assumer des rôles de direction et à participer au discours public. Plus qu'un simple manque de sensibilisation des femmes, il est nécessaire d'impliquer les hommes et les parties prenantes de la communauté pour offrir des opportunités et encourager les femmes à participer à ces rôles. La Commission nationale de la condition de la femme est l'une de ces entités ayant une portée et pouvant concevoir un processus pour travailler avec les femmes et les hommes au niveau local de manière systématique, et pour atteindre les personnes résidant dans les districts situés à la périphérie du Pakistan.

La discussion a également mis en lumière le fait qu'il n'existe aucun plan d'action axé sur le rôle des femmes et qui permette de tirer parti de leur rôle pour contrer ou neutraliser la violence et les conflits. De plus, la participation des femmes à la conception, à la formulation ou à la mise en œuvre des programmes de consolidation de la paix reste lamentable, et la manière dont les femmes sont affectées par les conflits et la violence n'est pas reconnue dans le discours du gouvernement.

La discussion a également souligné que le cadre conceptuel de la sécurité nationale et de la sécurité intérieure doit inclure l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes en tant que thème critique et domaine d'intervention afin que la violence à l'égard des femmes ne soit ni légitimée ni acceptée comme une norme par les extrémistes et les organisations terroristes. L'absence de politiques publiques qui considèrent les femmes comme des partenaires du développement et de la sécurité permet aux extrémistes d'imposer leur vision du monde et de définir le statut des femmes au

Pakistan. Le concept de sécurité humaine et de sécurité nationale est incomplet sans la participation des femmes en tant que membres actifs de la société. Il est donc nécessaire d'étudier les dimensions de genre dans les politiques de sécurité nationale et le plan d'action contre le terrorisme, y compris les initiatives de lutte contre l'extrémisme violent dans le pays, afin que des interventions appropriées soient faites pour l'intégration de la dimension de genre (ANNEXE 29). Parmi les autres suggestions, figurent la nécessité de former le personnel gouvernemental actuel aux dynamiques sexospécifiques de l'extrémisme violent, la formation de groupes techniques pour informer les politiques de sécurité et le plaidoyer pour inclure davantage de femmes de la fonction publique dans les organes de sécurité.

Le deuxième dialogue national s'est tenu à Karachi, dans le Sind, et s'intitulait « Dialogue national sur le renforcement de la cohésion sociale au Pakistan : défis, enseignements tirés et voie à suivre ». Le dialogue, mené sous forme de table ronde, a permis aux organisations locales de la société civile de discuter des approches efficaces pour soutenir et renforcer la cohésion sociale. Au total, 47 personnes ont participé au dialogue, dont 31 femmes et 15 hommes.

La Dre Feriha Peracha, psychologue qui a collaboré au programme de déradicalisation du Pakistan, a souligné que le manque de compétences analytiques critiques était l'un des principaux moteurs de l'extrémisme chez les jeunes. Les jeunes sont incapables d'évaluer les sources d'information et leur crédibilité. Cette incapacité découle à la fois d'un manque d'éducation de qualité au niveau institutionnel et d'un manque d'exposition à différentes idées, philosophies ou religions. La discussion a également mis en évidence la pertinence des érudits religieux et des prédicateurs au Pakistan, car ils sont influents dans les communautés et sont également en mesure de démonter et de propager les idées qui favorisent la tolérance et la coexistence pacifique. Les participants ont notamment suggéré l'élaboration d'un mécanisme complet permettant de sélectionner un groupe de femmes érudites ou prédicatrices dans différentes localités, afin qu'elles soient en mesure d'impliquer les filles et les femmes vulnérables dans les communautés (ANNEXE 30).



Figure 1 : Panélistes lors du deuxième dialogue national qui s’est tenu le 23 octobre 2021. Crédit photo : ONU Femmes Pakistan



Figure 2 : M. Sheharyar Khan, responsable de la recherche et directeur général du Forum de dialogue national, présentant les principaux objectifs et les conclusions du rapport. Crédit photo : ONU Femmes Pakistan

Activité 1.5.1

Organisation d’échanges d’apprentissage transrégionaux pour partager les expériences et les enseignements tirés entre les deux pays pour les parties prenantes concernées (MONDIAL)

En bonne voie	<input type="radio"/>	En retard	<input type="radio"/>
En avance sur le plan	<input type="radio"/>	Réalisée	<input checked="" type="radio"/>

L’atelier transrégional s’est tenu virtuellement sur deux jours en avril 2021, un expert a été recruté pour développer le programme de l’atelier en consultation approfondie avec les bureaux nationaux et régionaux afin de veiller à ce que le contenu et la substance répondent directement à la demande de soutien technique dans les différentes politiques et l’engagement des programmes d’ONU Femmes dans le monde. L’atelier a été suivi par 53 praticiens (48 femmes et 5 hommes) représentant 34 programmes nationaux d’ONU Femmes.

Au cours de l’atelier, les contributions du Pakistan et de la Jordanie mettant en œuvre le projet actuel ont alimenté la discussion en matière d’expériences, d’enseignements tirés et de meilleures pratiques²⁴. Plus important encore, les participants ont été intéressés par l’expérience des bureaux de pays de la Jordanie et du Pakistan dans l’identification des points d’entrée, la création d’un élan politique avec les acteurs nationaux, et les façons d’aborder les défis dans un contexte dynamique.

Il est important de noter que l’atelier s’est déroulé dans le contexte de la révision prochaine de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies, avec la présence intégrée d’ONU Femmes dans l’architecture de sécurité mondiale. L’atelier a été l’occasion d’examiner l’engagement d’ONU Femmes dans la lutte contre le terrorisme et la prévention de l’extrémisme violent à tous les niveaux.

Avant l’atelier, une série d’entretiens avec des praticiens d’ONU Femmes ont été menés à distance pour évaluer les priorités et les lacunes en matière de connaissances identifiées par les praticiens à tous les niveaux (siège, régional et national). Ces entretiens ont directement alimenté le contenu et les présentations de l’atelier de deux jours, qui comprenait également plusieurs discussions en groupes de travail.

24 Voir le détail des enseignements tirés dans la section VIII du présent rapport.

Les questions prioritaires discutées au cours de l'atelier comprenaient : a) les poursuites judiciaires, la réhabilitation et la réintégration, b) la programmation PEV tenant compte de la dimension de genre, c) les défis liés à la programmation PEV d'ONU Femmes, et d) l'avantage comparatif d'ONU Femmes dans le soutien au développement de politiques et de programmes de CT et de PEV tenant compte de la dimension de genre.

Le résultat de l'atelier est un rapport analytique (**ANNEXE 21**) qui traite des éléments de l'atelier et formule des recommandations pour aider ONU Femmes à mieux cibler sa contribution et son engagement dans la prévention de l'extrémisme violent comme suit :

- Premièrement, améliorer le partage des connaissances et la collecte de preuves au sein d'ONU Femmes et au-delà. Cela aidera ONU Femmes à défendre son rôle dans la PEV aux niveaux mondial, régional et national.
- Deuxièmement, établir des paramètres convenus de la participation d'ONU Femmes concernant les principes fondamentaux, la terminologie et le cadre de la PEV. Cela permettra à ONU Femmes de démontrer la pertinence et l'impact de la PEV et d'expliquer la nature sexospécifique de l'EV et de la PEV.
- Troisièmement, promouvoir des processus décisionnels conscients des risques dans les bureaux nationaux et régionaux concernant la PEV. Ceci afin d'atténuer les préoccupations concernant la sécurisation et l'instrumentalisation des droits des femmes et de répondre aux complexités des contextes fragiles, conflictuels et post-confliktuels.

Activité 1.5.2

Examen du projet (MONDIAL)

En bonne voie	<input type="radio"/>	En retard	<input type="radio"/>
En avance sur le plan	<input type="radio"/>	Réalisée	<input checked="" type="radio"/>

L'examen du projet a été commandé en mai 2021, afin de laisser à l'expert suffisamment de temps pour mener des entretiens et des analyses approfondies en vue d'évaluer correctement la réalisation du projet, sa pertinence et son impact. L'examen du projet a été réalisé à distance et les entretiens avec les praticiens, les partenaires nationaux et les donateurs ont été menés de mai à décembre 2021.

L'examen a permis d'évaluer la mise en œuvre du projet et de ses activités mondiales et nationales, d'identifier les enseignements et de fournir des recommandations exploitables qui peuvent informer le développement d'une deuxième phase potentielle du projet, en s'appuyant sur la dynamique découlant de ses résultats jusqu'à présent. L'examen du projet repose sur une analyse documentaire des principaux documents du projet et des rapports pertinents, ainsi que sur des entretiens avec 31 informateurs principaux.

L'examen a révélé que le projet constituait une première étape importante et pertinente dans l'opérationnalisation des développements normatifs mondiaux appelant à l'intégration de la dimension de genre dans la prévention de l'extrémisme violent.

L'absence d'une approche méthodologique commune et fondée sur les droits pour entreprendre ce travail est en partie responsable de ce constat. ONU Femmes est considérée comme l'entité des Nations Unies la plus pertinente pour diriger la programmation de la PEV tenant compte de la dimension de genre, mais elle est encouragée à se tailler une place encore plus grande dans l'architecture de la lutte contre le terrorisme et de la prévention de l'extrémisme violent, tant au niveau mondial qu'au niveau national, afin de garantir que tous les aspects de la lutte contre le terrorisme et de la prévention de l'extrémisme violent respectent et protègent les droits des femmes.

La demande d'expertise en matière des questions de genre dans ce domaine augmente compte tenu du nombre croissant de contextes dans le monde qui sont touchés par l'extrémisme violent et des demandes de soutien supplémentaire de la part des organisations locales de femmes qui travaillent sur ces questions au niveau communautaire mais qui sont exclues des processus de prise de décision dans le cadre de la PEV et du CT et des opportunités existantes de jouer un rôle clé. Au niveau national, la valeur ajoutée d'ONU Femmes dans ce domaine politique réside dans son expertise en matière de questions de genre, ses réseaux étendus d'organisations de femmes et sa compréhension des dynamiques locales de la problématique du genre, qui lui permettent de naviguer dans ce domaine politique délicat et de servir de passerelle entre les décideurs et les organisations de femmes locales. Les informateurs principaux qui ont participé aux consultations mondiales de la société civile en amont de la septième révision de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies ont fait l'éloge d'ONU Femmes pour avoir facilité ces discussions importantes et mis en avant les préoccupations et les appels des femmes concernant les

efforts de prévention de l'extrémisme violent tenant compte du genre.

L'accent mis par le projet sur la production de produits de connaissance et de recherche localisés, ainsi que sa capacité à commencer à sensibiliser les communautés au rôle des femmes dans la prévention de l'extrémisme violent et le renforcement de la cohésion sociale, ont été identifiés comme particulièrement efficaces et posant les bases de futures interventions. L'un des principaux défis, surtout au début du projet, a été d'établir des relations de confiance avec les autorités gouvernementales travaillant aux niveaux national et sous-national sur la prévention de l'extrémisme violent. Cependant, tout au long du projet, les bureaux d'ONU Femmes en Jordanie et au Pakistan ont réussi à renforcer leur engagement et leur accès aux parties prenantes clés de la PEV dans les deux pays tout en naviguant dans les sensibilités spécifiques au contexte du travail sur la prévention de l'extrémisme violent.

Bien que les problèmes de coordination initiaux au début du projet aient été résolus, les représentants de l'UE ont recommandé que des liens plus clairs soient établis entre les bureaux d'ONU Femmes au siège, en Jordanie et au Pakistan afin de renforcer l'efficacité globale du projet et de permettre l'identification des enseignements tirés et des défis communs aux trois bureaux d'exécution. Les partenaires de mise en œuvre en Jordanie et au Pakistan se sont félicités des relations de collaboration qu'ils avaient avec ONU Femmes et de sa flexibilité pour déplacer la programmation en ligne au début de la pandémie de COVID-19. Alors que certaines activités planifiées ont dû être en retard en raison des restrictions liées à la COVID-19, ONU Femmes et ses partenaires d'exécution ont pivoté pour entreprendre des évaluations d'impact sur la façon dont la pandémie exacerbait les moteurs locaux de l'extrémisme violent. Malgré le peu de temps qui s'est écoulé depuis le début du projet et la nature à long terme du travail de PEV, les informateurs principaux interrogés ont indiqué que l'engagement et la sensibilisation des communautés locales dans les deux pays commençaient déjà à faire sentir leurs effets tangibles. Il est trop tôt pour déterminer comment ces activités contribuent à un changement d'attitude à long terme, nécessaire pour prévenir l'extrémisme violent et la radicalisation, mais le projet dans les deux pays pilotes montre des signes de modification des perceptions en ce qui concerne le rôle des femmes dans le renforcement de la cohésion sociale. Il s'agit de premières étapes importantes qui peuvent être développées et étendues à d'autres provinces des deux pays.

ONU Femmes a fait savoir que bien que les connaissances locales soient préservées, sa capacité à organiser des consultations locales et à s'engager stratégiquement avec les autorités gouvernementales concernées serait réduite sans un financement durable. Elle est déjà en discussion avec l'UE et d'autres donateurs pour étendre le projet à d'autres provinces de Jordanie et du Pakistan, ainsi qu'à d'autres pays et régions touchés par l'extrémisme violent. Les partenaires locaux de mise en œuvre ont souligné l'importance d'un financement durable et pluriannuel, compte tenu de la complexité de la question de la prévention de l'extrémisme violent et de la nature du travail nécessaire pour changer les attitudes.

L'examen du projet a permis d'identifier six enseignements clés :

1. La nécessité d'investir dans une phase initiale plus longue aux côtés des partenaires de mise en œuvre locaux afin d'entreprendre une analyse spécifique du contexte et une évaluation des besoins pour mieux déterminer quelles activités peuvent être mises en œuvre et où.
2. L'importance de travailler avec des partenaires locaux ayant une connaissance approfondie des contextes locaux.
3. L'établissement de relations de confiance efficaces avec les autorités gouvernementales, notamment avec les responsables de la sécurité nationale, prend du temps et nécessite une approche délibérément prudente et stratégique.
4. En plus de s'engager avec les principales parties prenantes gouvernementales, ONU Femmes a également un rôle important à jouer en fournissant des conseils et une coordination sur la programmation PEV basée sur les droits et tenant compte du genre aux autres entités de l'ONU et en sensibilisant les donateurs à la nécessité de soutenir de tels efforts.
5. Travailler à une approche plus cohérente de la programmation PEV dans tous les bureaux d'ONU Femmes renforcera la capacité d'ONU Femmes à promouvoir une programmation PEV tenant compte de la dimension de genre dans différents contextes.
6. L'importance de maintenir un accent plus large sur la prévention, la consolidation de la paix et le renforcement de la cohésion sociale des communautés.

En s'appuyant sur les entretiens avec les informateurs principaux et sur l'analyse entreprise au cours de l'étude documentaire, l'étude formule les recommandations

suivantes à prendre en compte dans les phases futures du projet Prévention de l'extrémisme violent : intégration de la dimension de genre d'ONU Femmes :

- Permettre des consultations plus approfondies dans les pays au cours de la phase de lancement, puis assurer une coordination plus institutionnalisée entre les bureaux d'exécution d'ONU Femmes.
- Dans les deux pays pilotes, ONU Femmes devrait étendre son engagement communautaire fondé sur des preuves, tout en renforçant simultanément son approche des autorités nationales et provinciales clés.
- Renforcer l'engagement interrégional et le partage des enseignements tirés.
- Renforcer le partage d'informations internes et l'orientation basée sur des solutions au sein des bureaux d'ONU Femmes.
- Accroître l'expertise d'ONU Femmes, notamment en développant des partenariats stratégiques avec d'autres entités des Nations Unies, afin de lui permettre de fournir des conseils substantiels dans tous les domaines du Pacte des Nations Unies.
- Commander de nouvelles recherches régionales et mondiales sur les facteurs sexospécifiques de l'extrémisme violent ainsi que sur les effets négatifs des lois CT/PEV sur les femmes.
- Les donateurs, y compris l'UE, doivent intensifier leur soutien à la programmation PEV tenant compte de la dimension de genre au niveau national et ONU Femmes doit renforcer son expertise et sa capacité technique aux niveaux mondial, régional et national.

Pour de plus amples informations sur le projet, veuillez consulter le rapport intégral à l'**ANNEXE 22**.

Résultat 2 : Renforcer les capacités des autorités nationales et locales à comprendre et à répondre efficacement aux dynamiques sexospécifiques qui sous-tendent l'extrémisme violent

Activité 2.1

Conduct gender analysis of national and regional counter-terrorism laws and strategies (PAKISTAN)

En bonne voie



En retard



En avance sur le plan



Réalisée



ONU Femmes, en partenariat avec un consultant expert, a réalisé un rapport d'analyse solide intitulé « Gap Analysis of Pakistan's Security Protocols Through a Gender Lens » [Analyse des lacunes des protocoles de sécurité du Pakistan dans une optique de genre] (**ANNEXE 31**) afin d'évaluer dans quelle mesure les dimensions de genre sont incluses dans les cadres nationaux de lutte contre le terrorisme et de prévention de l'extrémisme violent du Pakistan. Le rapport examine spécifiquement la Politique nationale de sécurité intérieure du Pakistan (2018), le Plan d'action national (2014), les Lignes directrices de la politique nationale de lutte contre l'extrémisme (2018), la loi antiterroriste (1997) et ses modifications (2014), ainsi que les lignes directrices de la politique nationale de lutte contre l'extrémisme, toute en prenant en compte à la fois la prévention de l'extrémisme violent et le programme Femmes, paix et sécurité (FPS).

Le rapport indique que les politiques et les lois antérieures du Pakistan ne reconnaissent pas l'existence de la moindre inégalité entre les sexes dans le pays et que, par conséquent, elles ne traitent absolument pas des questions de PEV fondées sur le sexe, ni de la question cruciale de la protection des femmes dans un environnement conflictuel. Cependant, les documents politiques ultérieurs ont été plus inclusifs en reconnaissant le rôle des femmes et des minorités sexospécifiques dans la lutte contre l'extrémisme et le terrorisme. Par exemple, les Lignes directrices de la politique nationale de lutte contre l'extrémisme reconnaissent explicitement que les femmes sont parmi les pires victimes du terrorisme et qu'elles doivent donc jouer un rôle pertinent, en tant que parties prenantes, pour parvenir à l'éliminer. Elles reconnaissent également que les femmes peuvent être les sympathisantes et les auteurs des forces extrémistes violentes. En d'autres termes, elle met en évidence le fait qu'une perspective sexospécifique est nécessaire pour développer une stratégie holistique de prévention de l'extrémisme violent. Cependant, elles ne sont pas assez précises sur l'intégration de la dimension de genre, sur la manière dont de telles stratégies devraient être mises en œuvre et sur la manière de combler les lacunes en matière de développement qui empêchent une inclusion et une représentation significatives des femmes au niveau politique, ainsi qu'au niveau des institutions locales de protection et de sauvegarde. Une approche durable de la prévention de l'extrémisme violent exige que les décideurs politiques reconnaissent la diversité et la complexité de la puissance d'agir des femmes, c'est-à-dire que les lois et les politiques ne doivent pas seulement se concentrer sur la protection des femmes





contre la violence, mais aussi les inciter et les aider à lutter de manière proactive contre l'extrémisme violent. Le rapport a également entrepris un profil comparatif de trois pays à majorité musulmane : l'Indonésie, la Jordanie et le Bangladesh et la manière dont leurs Plans d'action nationaux intègrent l'engagement des femmes dans la prévention de l'extrémisme violent, afin d'aider des pays comme le Pakistan à intégrer les principes de la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies et le programme FPS dans leurs cadres de sécurité nationale. La matrice développée met en évidence les éléments clés d'un plan de FPS efficace qui intègre la PEV : l'ancrer dans le contexte historique et culturel du pays, un cadre logique qui décrit un plan de mise en œuvre détaillé avec des indicateurs, des interventions et des responsabilités institutionnelles, l'implication des organisations de la société civile et un organisme/mécanisme de coordination ainsi qu'une source claire de mécanisme de financement.

Le rapport d'analyse a conclu que les plans d'action nationaux du Bangladesh et de l'Indonésie fournissent les meilleures pratiques qui pourraient faciliter les discussions dans le contexte du Pakistan avec les parties prenantes nationales pour intégrer davantage les principes de FPS dans ses cadres de sécurité interne existants.

Le rapport d'analyse a noté que les cadres de sécurité actuels du Pakistan et ses politiques/cadres nationaux de gestion des catastrophes font référence aux quatre piliers essentiels du programme FPS sans créer de liens évidents avec les résolutions internationales. (Voir le rapport d'analyse complet à l'**ANNEXE 31**)

Activité 2.2

Fournir un expert en genre à l'UGP de l'unité P/CEV officiellement dans le ministère de la Culture mais actuellement sous les auspices du Bureau de son Altesse Royale pour intégrer la dimension de genre dans les activités, les politiques, les initiatives de renforcement des capacités et les programmes de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent (JORDANIE)

En bonne voie		En retard	
En avance sur le plan		Réalisée	

Les activités liées à la politique et au renforcement institutionnel en Jordanie ont fait face à des retards de mise en œuvre compte tenu de l'environnement politique et de la forte rotation de la direction de l'unité PEV. Ainsi, et depuis le début du projet en février 2019, il s'est avéré difficile d'accéder à l'unité PEV et de s'engager avec elle, et cela a eu des répercussions sur la réalisation des résultats. En outre, le plan d'action national approuvé pour la prévention de l'extrémisme violent n'a pas été partagé publiquement ni avec l'ONU.

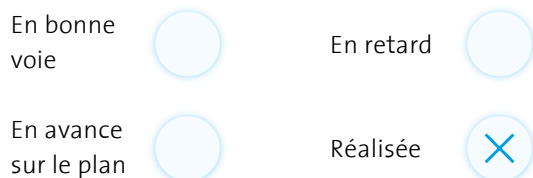
Le rapport de cartographie et les recommandations politiques du résultat 1.2 ont été présentés à l'unité PEV en septembre 2020. Cette interaction a renforcé les relations entre ONU Femmes et l'unité PEV et a reflété l'intérêt mutuel de coopérer pour atteindre des priorités stratégiques communes, y compris une plus grande intégration de la dimension de genre dans le travail de PEV.

Suite à la réunion de décembre 2020, l'unité PEV a convenu que des recherches supplémentaires sont nécessaires sur les dimensions sexospécifiques de la PEV et s'est engagée à fournir un soutien total pour approuver et mener la recherche à l'échelle nationale prévue au point 1.1. L'unité PEV a accepté d'être membre du groupe de référence pour la recherche à l'échelle nationale sur une analyse sexospécifique des moteurs et des dynamiques de l'extrémisme violent et de la cohésion sociale en Jordanie.

Les résultats finaux et les recommandations de la première recherche à l'échelle nationale ont été présentés à l'unité PEV et ont été pleinement approuvés pour un échange plus large avec d'autres partenaires nationaux afin d'alimenter la politique, les initiatives de renforcement des capacités et la mise en œuvre du programme de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent. Il s'agit d'une avancée remarquable qui devrait ouvrir de nouvelles voies de partenariat avec l'unité PEV, notamment pour la mise en œuvre du PAN PEV. La recherche informera les politiques et les programmes de FPS/PEV à l'avenir et engendrera des politiques et des stratégies dans ce domaine en partenariat étroit avec l'unité PEV. Les résultats de la recherche ont également été intégrés dans le processus de rédaction de la phase II du JONAP pour 2022-2025, qui a un objectif dédié à la PEV, concernant spécifiquement les écoles, les médias, les leaders religieux et communautaires, ainsi que les jeunes hommes et femmes afin de promouvoir l'égalité des sexes et la prévention de la violence fondée sur le genre, la discrimination et l'extrémisme violent. Le cadre chiffré du JONAP II est en cours de finalisation et sera approuvé par le Cabinet des ministres au début de 2022.

Activité 2.3

Développer et mettre en œuvre une stratégie de renforcement des capacités en matière des questions de genre et de prévention de l'extrémisme violent ciblant l'unité P/CVE (JORDANIE)



Cette activité est liée à l'activité 2.2 ci-dessus, et n'a pas été entièrement mise en œuvre étant donné le contexte politique élaboré ci-dessus. ONU Femmes a utilisé les connaissances et les preuves générées par le rapport de cartographie et la recherche à l'échelle nationale pour développer et mener un programme de renforcement des capacités pour les agents de la police communautaire à la Direction de la sécurité publique de Jordanie sur les aspects liés au genre de la PEV et de la sécurité communautaire. Le programme de renforcement des capacités a permis à 58 agents de la police communautaire (20 femmes et 38 hommes) d'améliorer leurs connaissances et leurs compétences en ce qui concerne les dimensions de genre de la PEV et les stratégies de la police communautaire tenant compte du genre. Ainsi, cette activité 2.3 a été partiellement mise en œuvre.

Compte tenu du paysage politique, il a été difficile de mettre pleinement en œuvre l'activité 2.3, notamment la stratégie autonome de renforcement des capacités en matière de genre et de PEV pour l'unité PEV. Cependant, l'engagement avec l'unité PEV a continué à progresser au cours du projet, où elle a démontré son appropriation, comme en témoigne sa participation au groupe de référence de la recherche à l'échelle nationale (résultat 1), ainsi que son approbation et son adhésion sans réserve aux recommandations qui en découlent.

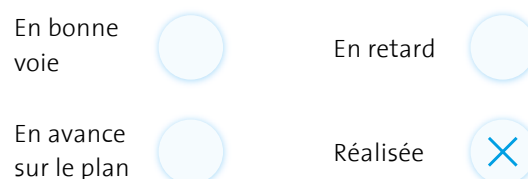
D'autre part, et pendant les mesures imposées en raison de la pandémie, ONU Femmes a identifié le besoin d'étendre le soutien ciblant les jeunes étant donné l'augmentation de l'activité signalée des groupes extrémistes violents.

Cela concerne notamment les jeunes jordaniens et réfugiés au niveau communautaire afin d'accroître la cohésion sociale et de renforcer le soutien à la prévention de l'extrémisme violent. Après discussion et approbation avec les correspondants de l'UE dans la

région et à Bruxelles, ONU Femmes a réaffecté les fonds de l'activité 2.3 à l'activité 3.7 dans la limite de 25 % du budget initial.

Activité 2.4

Campagne de plaidoyer élaborée en se fondant sur les résultats de la recherche, qui diffuse des messages clés liés aux questions de genre et à la PEV et qui est diffusée par les médias traditionnels et non traditionnels (JORDANIE)



Cette activité est liée à l'aartnership with Generations ONU Femmes, en partenariat avec Générations pour la paix (GFP), a lancé la campagne « Initiatives de jeunes pour le plan d'action national jordanien pour la mise en œuvre de la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies (JONAP) » en juillet 2019. Cette campagne visait à prévenir l'extrémisme violent en sensibilisant les jeunes et en mettant en œuvre des initiatives locales de plaidoyer au niveau communautaire sur les femmes, la paix, la sécurité, les droits de l'homme, l'égalité des sexes et la non-violence. Cette initiative a été mise en œuvre en partenariat avec le ministère de l'Éducation et le ministère de la Jeunesse, le personnel des deux ministères a également été bénéficiaire de cette activité

Générations pour la paix, avec le soutien d'ONU Femmes, a rédigé une stratégie de sensibilisation des jeunes axée sur la manière de communiquer les messages clés relatifs à la résolution 1325, à la résolution 2250, à la PEV et à la tolérance à différents groupes cibles, notamment les jeunes, les familles, les écoles et la communauté dans son ensemble. La stratégie décrivait les méthodes de sensibilisation, les groupes cibles et les produits de communication requis, tels que les histoires individuelles, les campagnes, la couverture médiatique, les entretiens à la radio et les vidéos pour sensibiliser au JONAP dans le cadre de la résolution 1325, promouvoir la cohésion sociale et prévenir l'extrémisme violent. La stratégie visait à guider le programme et les activités (y compris les activités programmatiques et de communication). Les conclusions du rapport de cartographie d'ONU Femmes ont été utilisées pour identifier les messages clés et le public cible et aligner les efforts de sensibilisation des jeunes sur les conclusions de

l'étude. Les activités de la stratégie ont promu une culture communautaire qui reconnaît les besoins des hommes et des femmes, l'importance de l'égalité des sexes et le rôle des femmes (y compris les jeunes femmes) dans la paix et la sécurité, conformément au JONAP et à son troisième pilier sur la PEV.

Génération pour la paix a soutenu la mise en œuvre de la stratégie en s'engageant étroitement avec les groupes de jeunes et les volontaires formés. La stratégie a été lancée fin mars 2021 avec une formation en ligne sur le plaidoyer où les thèmes transversaux liés aux questions de genre, à FPS et à la PEV ont été intégrés dans tout le contenu de la formation. Suite au déploiement de la stratégie de plaidoyer des jeunes, et de la formation associée, les 180 jeunes leaders sélectionnés (20 de chaque gouvernorat, dont 50 % de femmes) ont conçu et mis en œuvre neuf initiatives de plaidoyer menées par des jeunes dans neuf centres différents sous l'égide du ministère de la Jeunesse. Ces formations répondent directement aux besoins identifiés dans chaque centre au début du programme. Les thèmes abordés lors de ces événements étaient le mariage précoce et la privation des filles de leur droit à l'éducation, le rôle des femmes dans la paix et la sécurité, et l'importance de l'autonomisation économique des femmes. Les initiatives de communication et de plaidoyer menées par les jeunes, y compris les programmes radio et les campagnes de sensibilisation de la communauté, ont touché 270 membres de la communauté (dont 50 % de femmes) parmi les membres de la famille et les pairs des volontaires.

Le contenu des médias sociaux et des vidéos a été publié dans le cadre de la campagne de plaidoyer des jeunes²⁵, et comprend la diffusion des principaux messages de plaidoyer, des initiatives et des résultats obtenus tout au long de la mise en œuvre du programme et le rôle des jeunes dans la localisation du programme Femmes, paix et sécurité.

L'initiative soutient directement la mise en œuvre de la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies sur les femmes, la paix et la sécurité et de la résolution 2250 du Conseil de sécurité des Nations Unies sur la paix et la sécurité des jeunes, et s'appuie sur les liens entre ces deux résolutions.

Dans le cadre de la stratégie de plaidoyer, 36 volontaires de neuf gouvernorats ont approfondi leurs connaissances en matière d'évaluation des besoins

communautaires et de plaidoyer pour la paix. Cette action a été suivie de 72 sessions de plaidoyer pour la paix dans les neuf centres du ministère de la Jeunesse. 61 % (64 % de femmes et 50 % d'hommes) des participants ont approfondi leurs connaissances en matière de plaidoyer pour la paix.



Figure 3. Espace sécurisé créé au centre Al-Taybah à Karak, pour faciliter les rencontres et les dialogues avec les femmes et les filles de la communauté. Crédit photo : GFP, 2021



Figure 4. Des filles participent à une formation sur le plaidoyer communautaire à Maan, en 2021. Crédit photo : Génération pour la paix

25 <https://twitter.com/unwomenjordan/status/1509116979646455808> ; <https://www.facebook.com/1476931329185795/posts/3068884399990472/>

Activité 2.5

Organiser des consultations avec les organisations et réseaux de femmes de la société civile dans le cadre de l'élaboration de plans d'action nationaux visant à lutter contre le terrorisme et les femmes, la paix et la sécurité (PAKISTAN)

En bonne voie	<input type="radio"/>	En retard	<input type="radio"/>
En avance sur le plan	<input type="radio"/>	Réalisée	<input checked="" type="radio"/>

ONU Femmes Pakistan a mené des consultations avec des organisations et des réseaux de femmes de la société civile, afin de contribuer à l'élaboration de plans d'action nationaux sur la cohésion sociale et le leadership des femmes. La participation des femmes aux dialogues dans le secteur de la sécurité, à la lutte contre le terrorisme et à la prévention de l'extrémisme violent au Pakistan demeure très limitée. Ces sessions ont généré un dialogue ouvert dans un environnement sûr et ont permis une compréhension collective de la PEV et du rôle des femmes de différents points de vue.

ONU Femmes Pakistan a organisé **trois consultations** à Islamabad, Karachi et Lahore aux troisième et quatrième trimestres de 2021. Les trois consultations ont été organisées pour promouvoir la collecte des contributions et des perspectives des organisations et des réseaux de la société civile des femmes dans l'élaboration des plans d'action nationaux visant la cohésion sociale et le leadership des femmes. En outre, ces consultations aident à promouvoir les opportunités pour les acteurs de la société civile de fournir leurs perspectives et leurs recommandations sur l'impact des menaces à la sécurité communautaire et de l'extrémisme violent. Le nombre total de participants aux consultations était de 62 (40 hommes, 22 femmes) provenant des quatre provinces (**ANNEXE 32**).

Dans le cadre des consultations, le concept de Femmes, paix et sécurité a été abordé, lequel repose sur le principe que l'instauration d'une paix durable nécessite la participation de toutes les parties prenantes, et notamment des femmes, aux processus formels et informels de consolidation de la paix. La résolution affirme qu'en temps de crise, les femmes sont aussi touchées que les hommes et que la paix est inextricablement liée à l'égalité entre les hommes et les femmes. La résolution aborde spécifiquement la manière dont les femmes et

les filles sont différemment touchées par les conflits et les guerres et reconnaît le rôle essentiel que les femmes peuvent jouer et jouent déjà dans les efforts de consolidation de la paix. Le programme FPS a été discuté notamment à la lumière des situations de crise et d'urgence comme la COVID-19. L'une des principales conclusions de ces sessions a été la connaissance limitée des résolutions 1325 et 2250 du Conseil de sécurité des Nations Unies au niveau des OSC. Bien que cela puisse être surprenant, cela a donné l'occasion à ONU Femmes de jeter les bases d'une sensibilisation à ces cadres critiques et de plaider pour un plan basé sur ceux-ci.

Ces discussions ont également permis d'élargir la compréhension des questions de sécurité et de genre aux expériences quotidiennes des participants et aux besoins de sécurité de la communauté, permettant à ONU Femmes de recueillir des informations sur les dynamiques provinciales qui influencent l'extrémisme violent. Compte tenu des différents niveaux d'information des participants, ceux-ci ont été encouragés à réfléchir et à partager leurs points de vue sur le conflit et l'extrémisme au Pakistan et à considérer le rôle et les contributions des femmes en tant que décideuses influentes à la maison et au travail, pouvant prendre l'initiative de promouvoir la paix et la tolérance et être reconnues dans leur contexte. Ces consultations ont permis d'identifier des recommandations locales sur la façon dont les OSC pensent que la lutte contre le terrorisme et la prévention de l'extrémisme violent peuvent être transformatrices quant à l'égalité des sexes.

En outre, le cadre PEV a également été discuté et les participants ont été informés des différents niveaux auxquels l'extrémisme violent peut être prévenu. Les participants étaient tenus de comprendre à quel stade du cadre ils devaient intervenir dans les communautés.

Activité 2.6

Organiser un atelier à l'échelle nationale pour toutes les parties prenantes afin de planifier et d'améliorer la réponse et la compréhension de la PEV en s'appuyant sur les données complètes de la recherche (PAKISTAN)

En bonne voie	<input type="radio"/>	En retard	<input type="radio"/>
En avance sur le plan	<input type="radio"/>	Réalisée	<input checked="" type="radio"/>

Afin de planifier et d'améliorer la réponse et la compréhension de la prévention de l'extrémisme violent, ONU Femmes a organisé deux sessions au niveau national pour diffuser les résultats de ses produits de connaissance fondés sur des données de recherche complètes.

La première session s'est tenue le 25 août 2021 (conformément à l'activité 1.4) à Islamabad et a présenté les principales conclusions de la recherche d'ONU Femmes intitulée « **Résilience, sécurité communautaire et cohésion sociale grâce à un leadership efficace des femmes** ». La table ronde a réuni différentes parties prenantes nationales, à savoir le gouvernement national, les autorités locales, la société civile ainsi que des prestataires de services et a contribué à accroître l'interface entre les différentes parties prenantes travaillant sur la prévention de l'extrémisme violent au Pakistan.

Compte tenu de la participation limitée des femmes aux processus de CT et de PEV au Pakistan, ces discussions visaient notamment à réunir des voix importantes du Pakistan en tant que panélistes et membres de l'auditoire afin d'accroître leur participation et leur représentation dans les dialogues relatifs à la P/CEV et de leur fournir une plateforme pour accroître et soutenir le plaidoyer sur l'engagement des femmes dans les processus de CT et de PEV au Pakistan.

En outre, un webinaire a été organisé le 28 janvier 2022, intitulé « **Analyse sexospécifique des politiques de sécurité du Pakistan fondée sur des données probantes** », afin de discuter et de débattre des dimensions sexospécifiques dans les politiques actuelles du Pakistan, telles qu'elles sont présentées dans le rapport de recherche « **Gap Analysis of Pakistan's Security Policies** » [Analyse des lacunes des protocoles de sécurité du Pakistan] de l'activité 2.1. Cette discussion a eu lieu à un moment très critique, lorsque le gouvernement du Pakistan a lancé une nouvelle politique de sécurité nationale pour 2022, et les experts du panel ont pu juxtaposer les nouveaux contours des politiques avec les anciens.

Plus important encore, la discussion a vu la participation de l'Autorité nationale de lutte contre le terrorisme (NACTA), l'institut central du Pakistan pour lutter contre le terrorisme et l'extrémisme dans le pays. En tant qu'organe gouvernemental, la NACTA a été en mesure d'éclairer la compréhension qu'a le gouvernement de la dynamique sexospécifique de l'extrémisme et de ses efforts/initiatives pour y remédier (**ANNEXE 31**).

En substance, ces discussions ont renforcé le dialogue sur la localisation et la mise en œuvre des priorités relatives aux femmes, à la paix et à la sécurité en tant que droit en soi, en tant qu'impératif pour la prévention de l'extrémisme violent et le maintien des efforts de paix, et pour planifier et optimiser la réponse et la compréhension de la PEV en s'appuyant sur les données complètes de la recherche.

Activité 2.7

Organiser des dialogues et des réunions à l'échelle nationale avec les organismes nationaux de lutte contre le terrorisme, y compris le ministère de l'Intérieur, les centres de protection des femmes, les mécanismes de promotion de la femme au KP/FATA et les organisations de la société civile, afin de les sensibiliser à la dimension sexospécifique de la prévention de l'extrémisme violent (PEV) (PAKISTAN)

En bonne
voie



En retard



En avance
sur le plan



Réalisée



Cette activité comprenait une série de réunions avec les parties prenantes nationales, comme indiqué dans la description de l'activité, afin d'entamer un dialogue sur le rôle des femmes et leur participation aux processus décisionnels du secteur de la sécurité, y compris ceux liés à la prévention de l'extrémisme violent.

Afin d'entamer des discussions avec les organismes nationaux de lutte contre le terrorisme, une table ronde entre l'Autorité nationale de lutte contre le terrorisme (NACTA) et ONU Femmes s'est tenue le 23 octobre 2021 à Karachi.

L'Autorité nationale de lutte contre le terrorisme a été établie en tant qu'entité administrative sous le ministère de l'Intérieur du gouvernement du Pakistan en 2008 et en 2013, elle a été mandatée pour agir en tant qu'institution nationale focale pour unifier la réponse de l'État à la lutte contre l'extrémisme et le terrorisme en combinant les efforts des organismes d'application de la loi et de renseignement ainsi qu'en formulant et en mettant en œuvre des politiques et des plans d'action au moyen d'une recherche continue, d'une innovation adaptative et de mécanismes auxiliaires.

La réunion entre ONU Femmes et l'Autorité nationale de lutte contre le terrorisme a ouvert la voie à l'établissement de relations officielles et à la collaboration entre les deux partenaires, qui ont discuté de leur mandat, de leurs initiatives actuelles et de leurs perspectives d'avenir en matière de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent au Pakistan.

Au cours de cette discussion, ONU Femmes et l'Autorité nationale de lutte contre le terrorisme ont convenu de s'associer pour mieux comprendre les fondements sexospécifiques de l'extrémisme ainsi que pour garantir que les femmes soient représentées aux plus hauts niveaux politiques et que leurs expériences et leurs voix soient reflétées non seulement dans les politiques mais aussi dans toutes les interventions et initiatives entreprises par le gouvernement du Pakistan. Il a été convenu que les deux partenaires (ONU Femmes et NACTA) signeraient une lettre d'intention/lettre d'accord suivie d'un mémorandum d'accord sur les grandes lignes suivantes :

- Mener des campagnes médiatiques et des interventions conjointes pour promouvoir des récits alternatifs à l'extrémisme en impliquant les jeunes, notamment les femmes, les filles et les garçons et utiliser des méthodes innovantes comme le sport,

les contes et d'autres activités socioculturelles pour promouvoir la diversité et la tolérance.

- Plaider en faveur de politiques tenant compte de la dimension de genre et renforcer les capacités des acteurs gouvernementaux sur la dynamique sexospécifique de l'extrémisme.
- Collaborer pour élargir la base de connaissances sur le genre et l'extrémisme violent au Pakistan, rassembler les meilleures pratiques et les leçons apprises et faire des recommandations.

Le mémorandum d'accord est en cours d'approbation par les autorités gouvernementales, et sa signature devrait prendre entre six mois et un an. Afin de poursuivre l'établissement d'une relation de confiance et de partenariat, ONU Femmes continue d'engager l'Autorité nationale de lutte contre le terrorisme au moyen de ses sessions de dialogue dans le cadre des activités 1.4 et 2.6. Elle s'est également associée à l'Autorité nationale de lutte contre le terrorisme pour mener une campagne médiatique conjointe dans le cadre de l'activité 3.4.

Résultat 3 : Renforcer la participation active des femmes aux dialogues et initiatives politiques visant à prévenir l'extrémisme violent et à promouvoir la cohésion sociale

Activité 3.1

Organiser huit sessions de sensibilisation par an pour les groupes de la société civile afin d'identifier les déclencheurs de l'extrémisme violent et participer aux efforts de prévention par le dialogue dans des lieux ciblés (PAKISTAN)

En bonne voie



En retard



En avance sur le plan



Réalisée



Figure 5: UN Women presenting during the Roundtable Discussion held with National Counter Terrorism Authority (NACTA). Credit: UN Women Pakistan 2021.

Cette activité de sensibilisation était prévue pour les participants au niveau local, sous forme de sessions sur la relation entre le genre et la sécurité, ainsi que la relation entre le genre et la prévention de l'extrémisme violent. En même temps, ces sessions se sont avérées précieuses pour dialoguer avec les communautés locales et pour identifier les perceptions liées à l'extrémisme violent. Au total, ONU Femmes Pakistan a pu réaliser 8 sessions de sensibilisation engageant 170 représentants en 2019-20. En outre, 200 sessions de

sensibilisation communautaire ont été organisées dans le Sind (120 à Thatta et 180 à Karachi), engageant ainsi 5 727 femmes de la communauté.

Le principal objectif de ces sessions était de sensibiliser les communautés à la relation entre le genre et l'extrémisme violent et le genre et la prévention de l'extrémisme violent. Elles ont également permis d'informer les participants sur l'impact sexospécifique de l'extrémisme violent, sur ce qui fait la cohésion d'une société et sur le rôle des femmes dans l'établissement de la cohésion sociale, en soulignant leur rôle dans la sphère publique. Ces sessions ont également été utilisées pour engager les participants à proposer et recommander des stratégies locales pour promouvoir l'harmonie et la tolérance dans leurs communautés.

Activité 3.2

Organiser huit sessions de formation pour les femmes des communautés sur la prévention de l'extrémisme violent (PAKISTAN)

En bonne voie	<input type="radio"/>	En retard	<input type="radio"/>
En avance sur le plan	<input type="radio"/>	Réalisée	<input checked="" type="radio"/>

Au cours de la période considérée, ONU Femmes a organisé un total de 21 sessions de formation (quatre dans la province du Kerala et 17 dans le Sind), auxquelles ont participé 431 membres de la communauté (25 hommes et 406 femmes), des acteurs du changement communautaire, des organisations de la société civile et des personnes influentes dans la communauté.

L'objectif de ces sessions de formation était double : d'une part, améliorer la compréhension des participants sur les questions relatives à l'extrémisme violent et les signes précurseurs de l'extrémisme et, d'autre part, souligner l'importance et le rôle des femmes dans la promotion de la cohésion sociale.

Un point essentiel de discussion au cours de ces sessions de formation était de comprendre « pourquoi le genre compte » dans la prévention de l'extrémisme violent. Cela a permis de prendre conscience de la diversité des expériences vécues par les femmes et les organisations de femmes face aux idéologies extrémistes violentes ; la formation a donc été conçue comme une expérience d'apprentissage à double sens. La formation



Figure 6 : Représentation de la cohésion et de l'harmonie sociales par les participantes de Khyber Pakhtunkhwa. Crédit photo : ONU Femmes Pakistan décembre 2020



Figure 7 : Des femmes membres de la communauté à Peshawar à l'issue d'une activité de groupe, présentant ce à quoi ressemble pour elles une société socialement cohésive. Crédit photo : ONU Femmes Pakistan 2021

a d'abord examiné la question du genre et la raison pour laquelle il est important de prendre en compte à la fois les hommes et les femmes, ainsi que la dynamique de pouvoir des rôles liés au genre dans la société lorsqu'on aborde l'extrémisme violent. La deuxième partie portait spécifiquement sur les femmes et les forces sous-jacentes de la violence extrémiste. Elle invitait à réfléchir aux femmes en tant qu'actrices des efforts de prévention et en tant qu'auteurs d'actes terroristes. Enfin, la troisième partie de cet exercice soulevait des questions liées aux différentes manières d'impliquer les communautés, y compris les membres des autorités locales et des institutions chargées de faire respecter la loi. Ces formations ont suivi une méthode de discussion constituant un ensemble de « pensées » plus qu'un ensemble d'outils et comprenaient une série d'exercices pratiques conçus pour aider à guider les militantes et les praticiennes locales à s'engager dans une réflexion et un dialogue sur l'extrémisme violent.

Activité 3.3

S'engager auprès des faiseurs d'opinion et des leaders communautaires par le biais de réunions afin de créer un récit alternatif à l'extrémisme et de diffuser des messages. (PAKISTAN)

En bonne
voie



En retard



En avance
sur le plan



Réalisée



Dans le cadre de cette activité, un total de 22 initiatives ont été organisées de janvier 2021 à janvier 2022, au profit de 270 participants (207 femmes, 63 hommes).

L'objectif principal de cette activité est d'engager les acteurs du changement et les membres de la communauté à comprendre et à promouvoir des récits alternatifs à l'extrémisme et à diffuser des messages de paix et de tolérance, à démontrer la cohésion communautaire par le biais d'initiatives à l'échelle de la communauté et à promouvoir l'harmonie inter et intra-confessionnelle par le biais des chefs spirituels de la communauté.

En janvier 2021, PAIMAN, en partenariat avec ONU Femmes, a organisé trois ateliers qui ont permis à 60 femmes d'entreprendre 15 projets d'action sociale à Karachi. Ces sessions ont aidé les femmes à promouvoir des communautés cohésives, à informer et à mener une réponse préventive aux tensions, et leur ont permis de

démontrer une reconnaissance claire de la nécessité d'une approche tenant compte de la dimension de genre.

À la suite de cet engagement, les participants ont élaboré 15 projets d'action sociale, dont des tournois sportifs interconfessionnels, la création de cafés de la paix et de murs de la paix, entre autres, qui ont



Figure 8 : Des femmes membres de la communauté conçoivent des murs de la paix à Karachi. Crédit photo : PAIMAN 2021



Figure 9 : Exemple de mur peint à Karachi pour promouvoir la coexistence pacifique. Crédit photo : PAIMAN 2021

démontré leur capacité à comprendre les dynamiques sexospécifiques de l'extrémisme, ainsi que l'aptitude des femmes à jouer un rôle de premier plan dans les communautés.

Afin d'impliquer davantage les faiseurs d'opinion et les leaders communautaires par le biais de réunions visant à créer un récit alternatif à l'extrémisme et à diffuser des messages, le partenaire de mise en œuvre, PAIMAN, a organisé quatre séminaires provinciaux à Thatta et Karachi, impliquant 183 personnes influentes au sein de la communauté (63 hommes, 122 femmes). Ces sessions ont examiné la question du genre et la raison pour laquelle il est important de prendre en compte à la fois les hommes et les femmes, ainsi que la dynamique de pouvoir des rôles liés au genre dans la société lorsqu'on aborde l'extrémisme violent. Ces sessions ont également soulevé des questions liées aux différentes manières d'impliquer les communautés, y compris les membres des autorités locales et des institutions chargées de l'application de la loi.

En plus des activités ci-dessus, ONU Femmes Pakistan a engagé des faiseurs d'opinion communautaires de divers horizons religieux à Karachi pour promouvoir l'harmonie interconfessionnelle et intraconfessionnelle (activité 1.3). Afin de propager des récits alternatifs à l'extrémisme, ces 25 chefs spirituels ont effectué quatre

visites de découverte de la diversité dans divers lieux de culte religieux et sacrés, notamment une mosquée, une madrasa, un imambargah, une église, un temple hindou et un gurdwara sikh.

Les visites consacrées à la diversité se sont avérées être l'une des approches les plus efficaces pour briser les mythes et les stéréotypes qui prévalent chez les femmes de la société et promouvoir d'autres récits sur l'extrémisme. Pour de nombreux chefs spirituels, c'était la première fois qu'ils pénétraient dans un lieu de culte différent. Pour garantir l'intersectionnalité, une visite consacrée à la diversité a été organisée dans la première église destinée à la communauté transgenre (créée par le pasteur Ghazala Shafique). Cette visite a mis en évidence la vulnérabilité accrue des personnes appartenant à une minorité et à la communauté transgenre. Les chefs spirituels ont également été surpris d'apprendre que les femmes pasteurs dirigeaient les prières dans leur église.

Ces visites ont également ouvert la voie à la promotion de l'harmonie sectaire entre les femmes de la même confession (musulmane). La visite d'une madrasa et d'un imambargah a ouvert des discussions sur différents aspects religieux et a permis aux participants de faire preuve de respect et de cordialité (**ANNEXE 34**).



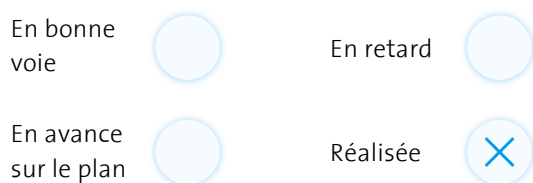
Figure 10 : Des femmes chefs spirituels dans une église à Karachi.
Crédit photo : Mujtaba Rathore, janvier 2022.



Figure 11 : Des femmes chefs spirituels dans un gurdwara sikh.
Crédit photo : Mujtaba Rathore 2022.

Activité 3.4

Soutenir l'engagement des femmes en développant des messages narratifs alternatifs à l'aide des médias nouveaux et traditionnels pour favoriser la paix, la tolérance et la coexistence des jeunes dans la société. (PAKISTAN)



Les activités du point 3.4. visent à renforcer la résilience de la communauté en renforçant les modèles de rôle positifs et en brisant les mythes et les stéréotypes qui prévalent chez les femmes. Ces efforts ont été déployés par le biais de campagnes de plaidoyer et de campagnes médiatiques adaptées afin d'initier des discussions au niveau local et de renforcer les récits de coexistence pacifique et de tolérance.

Pour entreprendre cette activité, ONU Femmes, conjointement avec la société de médias, a développé 30 produits médiatiques dans le cadre d'une campagne de récits alternatifs sous forme de messages de coexistence pacifique et de promotion de la tolérance (ANNEXE 33). L'exécution de la campagne s'est faite par l'utilisation de médias nouveaux et traditionnels. Les produits ont été développés dans la langue locale et comprenaient des annonces dans les journaux, des messages radio, des publicités télévisées et des messages sur les médias sociaux. Une attention particulière a été accordée au lancement des produits médiatiques à des heures de grande écoute afin d'obtenir une portée maximale. Selon les points d'audience partagés par les partenaires d'exécution, les publicités télévisées d'ONU Femmes ont atteint au moins 30 millions de personnes sur chacune des trois chaînes sur lesquelles elles ont été diffusées. Le message du leadership des femmes pour renforcer la cohésion sociale a également été amplifié par l'engagement de la communauté et des influenceurs des médias sociaux. L'engagement des influenceurs des médias sociaux a atteint une audience combinée de 1,55 million de visionnages, amplifiant les messages de paix et d'harmonie chez les jeunes.

La conception et la diffusion de produits de communication avaient pour principal objectif de soutenir l'engagement des femmes en faveur de la paix, de la tolérance et de la coexistence et de mettre en évidence

des valeurs positives telles que la paix, la tolérance et la diversité parmi les jeunes du Pakistan.

L'un des principaux succès de la campagne a été l'inclusion de l'Autorité nationale de lutte contre le terrorisme (voir l'activité 2.7 pour de plus amples détails), qui a collaboré à la diffusion en ajoutant son logo aux publicités télévisées et en participant aux émissions d'entretiens télévisés. L'inclusion de l'Autorité nationale de lutte contre le terrorisme a contribué à cimenter le partenariat avec ONU Femmes Pakistan, en démontrant leur engagement à promouvoir le rôle des femmes dans la prévention de l'extrémisme violent et en ajoutant le soutien du gouvernement à l'initiative (voir ANNEXE 33 pour les détails de la campagne).

ONU Femmes a en outre appuyé le développement et les projections de six courts métrages et documentaires dans le Sind, spécialement conçus par des femmes marginalisées du Sind. Ces courts métrages présentaient des « sheroes » [héroïnes] (modèles féminins), ainsi que des questions sociales et civiques qui ont un impact sur les femmes, et ont permis aux femmes de créer un espace pour que leurs voix, leurs histoires et leurs points de vue soient révélés dans le domaine public.

Les films ont offert une alternative aux stéréotypes et aux thèmes utilisés par les groupes violents, en reflétant la diversité des communautés, des intrigues et des arcs différents et des héroïnes de la vie réelle. La représentation de diverses communautés sur les écrans et derrière la caméra a également conduit à la reconnaissance d'un plus large éventail d'expériences sociales et culturelles de diverses femmes au Pakistan.

Le soutien à l'art des femmes vulnérables a non seulement augmenté leur représentation mais a également renforcé leur rôle dans les communautés où les femmes ont été largement marginalisées en raison d'éléments extrémistes.

Les 28 et 29 janvier 2022, un événement de deux jours de projection de films documentaires s'est tenu à Karachi. Plus de 140 invités et participants de divers horizons (hindou, musulman, chrétien, baloutche, sindhi, punjabi) ont regardé ces films, suivis d'une discussion avec les réalisatrices.

Au cours des discussions, les réalisatrices ont souligné qu'elles ont été confrontées à des réticences de la part de leurs familles lorsqu'elles se sont lancées dans la formation et la réalisation de ces films.



Figure 12: Documentary screening in Karachi with community influencers to promote alternative narrative to extremism. Credit: Fahim Shad 2022.

L'un des aspects de cette réticence était d'ordre religieux : il s'agissait de savoir si la réalisation de films était autorisée par leur religion. Les femmes ont pu dissiper certaines de ces craintes en évoquant la manière dont la religion est désormais propagée par des moyens numériques et des supports tels que les films.

La discussion a également mis en évidence l'importance des femmes cinéastes et la manière dont cela encourage la diversité dans les cinémas, car non seulement les femmes créent le genre de films qui dépeignent plus fidèlement les personnages féminins, mais aussi des personnages multidimensionnels. En ce qui concerne la diffusion, les projections ont permis aux femmes d'interagir avec des artistes, des éducateurs ou des militants connus, afin qu'elles puissent développer leur réseau et mettre en valeur leur talent.

Activité 3.5

Mettre en œuvre dix sessions de développement des compétences pour renforcer la résilience économique des femmes. (PAKISTAN)

En bonne voie	<input type="radio"/>	En retard	<input type="radio"/>
En avance sur le plan	<input type="radio"/>	Réalisée	<input checked="" type="radio"/>

La formation aux compétences de développement en vue d'accroître la résilience économique des femmes est une composante essentielle de ce projet et une importante meilleure pratique. En effet, les inégalités entre les sexes, la discrimination systématique et le fait que les femmes assument la charge des soins non rémunérés les placent souvent dans une situation vulnérable au sein de leur communauté et les confinent dans la sphère domestique. La formation professionnelle offre aux femmes la possibilité de gagner leur vie et de s'engager davantage dans la sphère publique. Investir dans l'autonomisation économique des femmes contribue directement à l'égalité des sexes et leur permet, espérons-le, de se faire entendre en tant que membres importants du foyer et de leur communauté.

Les sessions de développement des compétences ont rassemblé un total de 206 participantes. Dans le Sind, 156 femmes (6 sessions) ont participé aux sessions de formation et 50 femmes dans le KP ont participé à 16 sessions. Avant de développer les sessions de formation, une compilation d'informations sur les compétences requises a été recueillie par le biais de consultations avec les femmes dans chaque localité. Cela inclut les consultations de l'activité 2.5.

Ceci est important car chaque province est différente des autres et les besoins et l'accessibilité des femmes varient également. Par exemple, en raison du manque de mobilité au KP, il se peut que les femmes préfèrent des compétences qui leur permettront de générer un revenu sans quitter leur domicile.

1. Une cartographie des initiatives de développement des compétences existantes dans les zones ciblées et leurs besoins pertinents ont été identifiés. Par exemple, dans l'enquête sur les connaissances, les attitudes et les perceptions menée dans le Sind, il a été demandé aux personnes interrogées ce qui leur permettait de se sentir autonomes. Les répondantes ont donné la priorité à l'accès aux possibilités de gagner de l'argent comme facteur essentiel d'autonomisation. Le nombre élevé de réponses corroborant la nécessité d'avoir des possibilités de gagner de l'argent démontre que cette ligne d'activité fait partie intégrante des efforts de prévention de l'extrémisme violent.
2. La formation a aidé les participantes à prendre confiance en elles, à connaître les exigences du marché et, en définitive, à mieux se positionner pour explorer et gagner un revenu décent, ce qui a renforcé leur résilience économique. Les femmes participantes ont également été mises en

contact avec différents vendeurs du marché afin qu'elles puissent être informées des opportunités disponibles et des types de compétences et de produits demandés pour qu'elles puissent développer leurs compétences.

Les femmes participant aux sessions de développement des compétences joueront un rôle important dans le cadre de l'activité 3.4 de sensibilisation à l'échelle nationale. Les femmes donneront des conseils sur la manière d'adopter des stratégies susceptibles de promouvoir avec succès les messages de coexistence pacifique et de tolérance et de favoriser l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes dans leurs communautés respectives.



Figure 13: Women in Swat during a skill development session. Credit: UN Women Pakistan 2021

Activité 3.6

Fournir une assistance technique aux programmes existants de sensibilisation des jeunes afin d'intégrer les récits sur l'égalité des sexes dans leurs approches de la cohésion sociale et de la PEV. (JORDANIE)

En bonne voie



En retard



En avance sur le plan



Réalisée



ONU Femmes Jordanie, en partenariat avec Générations pour la paix, a rédigé et mis en œuvre le plan de communication du projet, publié cinq histoires d'intérêt humain, enregistré deux programmes radio²⁶ et une vidéo²⁷ sur les médias sociaux dans le cadre de l'initiative conjointe visant à prévenir l'extrémisme violent par l'engagement des jeunes et notamment des jeunes filles. En outre, en 2021, GFP a produit une vidéo infographique en [arabe](#) et en [anglais](#) ainsi qu'une [vidéo](#) mettant en évidence les activités de la première année. Un produit vidéo final a été lancé sur les canaux de médias sociaux Twitter et Facebook ²⁸.

Les vidéos, les histoires, les messages sur les médias sociaux et les deux campagnes de communication mises en œuvre (la campagne #GenerationEquality lors de la Journée internationale de la femme en mars ; et 16 jours d'activisme en décembre) ont atteint 1 938 497 utilisateurs en décembre 2021.

En outre, GFP et ONU Femmes ont collaboré pour créer du contenu pour la campagne #PeaceDay d'ONU Femmes. GFP dispose d'une grande communauté d'adeptes parmi les jeunes Jordaniens, ce qui a permis d'atteindre le public cible identifié pour ce produit.

Les histoires ont été publiées sur les canaux de médias sociaux d'ONU Femmes et de GFP (Facebook, site

²⁶ <https://jordan.unwomen.org/en/news/stories/2020/march/my-take-your-take-challenging-social-attitudes-and-gender-expectations-in-jordan>
<https://jordan.unwomen.org/en/news/stories/2020/march/my-take-your-take-empowering-women-to-become-their-own-champions>
<https://jordan.unwomen.org/en/news/stories/2019/december/volunteers-pushing-the-boundaries>
<https://jordan.unwomen.org/en/news/stories/2020/september/voices-for-peace>
<https://jordan.unwomen.org/en/news/stories/2019/december/women-peace-building-pioneers>
https://www.facebook.com/GenerationsForPeaceJordan/posts/1851427208321711?_rdc=1&_rdr
https://www.facebook.com/GenerationsForPeaceJordan/posts/1872720542859044?_rdc=1&_rdr

²⁷ [Twitter](#) ; [Facebook](#)

²⁸ <https://twitter.com/unwomenjordan/status/1509116979646455808>
<https://www.facebook.com/1476931329185795/posts/3068884399990472/>

Internet et Twitter), mettant en avant les initiatives communautaires et de consolidation de la paix menées par des jeunes femmes à Irbid, Ain Al Baidha et Amman. Ces reportages ont contribué à sensibiliser à la participation des femmes à la sécurité communautaire et à la cohésion sociale, tout en promouvant leur rôle de leaders locaux dans le soutien à l'inclusion des filles handicapées par le biais de l'éducation informelle. Cela s'ajoute à leur rôle de volontaires au sein de la défense civile jordanienne et à leur participation et contribution à la coalition nationale sur la mise en œuvre du JONAP 1325.

Le 6 mai 2020, une interview radio a été réalisée sur Radio Hala avec un volontaire, Montaser Hussein, pour mettre en avant le programme, ses impacts et la manière dont il se poursuit malgré la COVID-19. Deux interviews télévisées ont été réalisées sur le programme de télévision jordanien « Youm Jadeed – New Day ». La première était [avec un volontaire, Tuqa Alabood](#), le 14 mars 2020, et la seconde le 7 juin 2021 [avec la volontaire et enseignante Mme Almasa AlMomani](#) où elle a discuté de l'adaptation du programme JONAP 1325 Youth Initiatives suite aux mesures de confinement liées à la COVID-19 et de son impact sur les communautés locales.

GFP a réalisé [un livestream en arabe](#) avec une volontaire du programme, Tuqa Al-Abood, qui a été identifiée comme oratrice pour Amman Peace Talks, lancé le 16 décembre 2021 et diffusé sur les médias sociaux. Elle a

parlé du programme, de ses objectifs, de ses expériences et de l'impact de celui-ci.

L'engagement des messages sur les pages officielles Facebook et Twitter de GFP (les pages comptent désormais 44 277 adeptes) a atteint près de deux millions d'utilisateurs pendant la campagne 16 Jours d'activisme contre la violence basée sur le genre et pendant la campagne #GenerationEquality de la Journée internationale de la femme soutenue par ONU Femmes.

Dans le cadre des campagnes 16 Jours d'activisme et de la JIF, une série de blogues et de citations ont été partagés sur les médias sociaux sur les questions de la jeunesse, de la paix et de la sécurité, de l'égalité et de la non-violence. Les canaux de médias sociaux comprennent :

- Facebook international : la page internationale de GFP sur Facebook ([Generations For Peace](#)) diffuse des informations en anglais avec les volontaires et abonnés du monde entier (y compris l'Europe, la région MENA, l'Asie et l'Afrique).
- Facebook Jordanie : la page Facebook de GFP Jordanie ([Generations For Peace Jordan](#)) diffuse des informations en arabe aux volontaires et abonnés vivant principalement en Jordanie.
- Twitter : le compte Twitter officiel de GFP ([@Gens_For_Peace](#)) diffuse des informations en anglais et en arabe à des volontaires et abonnés du monde entier (y compris l'Europe, la région MENA, l'Asie et l'Afrique)



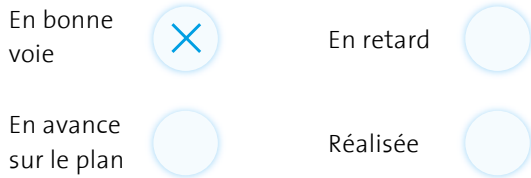
Figure 14 : Jeunes volontaires de l'école publique Alrahsydeh pendant la formation sur les questions de genre à Jerash. Crédit photo : Générations pour la paix, 2021.



Figure 15 : Le Gwerah Center d'Aqaba présente une pièce de théâtre sur les stéréotypes de genre dans le cadre de son initiative de plaidoyer. Crédit photo : Générations pour la paix, 2021.

Activité 3.7

Soutenir la mise en œuvre de programmes de sensibilisation tenant compte de la dimension de genre pour réduire la vulnérabilité des jeunes à la radicalisation et au recrutement dans des groupes extrémistes violents. (JORDANIE)



Liée à l'activité 2.6. ONU Femmes Jordanie a poursuivi sa collaboration avec Générations pour la paix, en mettant en œuvre des sessions de développement des aptitudes à la vie quotidienne visant à prévenir l'extrémisme violent et à sensibiliser les jeunes. Ces sessions de développement des aptitudes à la vie quotidienne réalisées dans le cadre de cette activité constituent le contenu des programmes de sensibilisation visant à réduire la vulnérabilité des jeunes à l'extrémisme violent. Les sessions de compétences de vie incluent des sujets sur les droits de l'homme, l'égalité des sexes et la non-violence, dispensés dans les écoles publiques et les centres de jeunesse dans douze gouvernorats de Jordanie.

Au total, 32 369 élèves (16 557 filles et 15 812 garçons) de 200 écoles jordaniennes ont renforcé leurs connaissances et se sont sensibilisés davantage aux questions liées à l'égalité des sexes, à la cohésion sociale, à la jeunesse, à la paix et à la sécurité, ainsi qu'aux femmes et à la consolidation de la paix, grâce aux activités numériques de développement des aptitudes à la vie quotidienne proposées par GFP avec le soutien d'ONU Femmes.

Parmi les 200 écoles sélectionnées, qui ont été recommandées par le ministère de l'Éducation, 106 étaient des écoles pour filles et 94 pour garçons. En outre, 10 593 participants (dont 5 966 filles) ont pris part à des activités numériques dans 65 centres de jeunesse sélectionnés. D'après les évaluations préalables et postérieures réalisées par GFP, 44 % des jeunes participants ont amélioré leur niveau de connaissance et de sensibilisation au JONAP 1325 après avoir reçu la formation aux aptitudes à la vie quotidienne.

Selon l'enquête finale, 251 participants (181 femmes et 70 hommes) ont démontré une augmentation de 36 % de la perception par les membres de la communauté de la contribution positive des femmes à la paix et à la sécurité dans leur communauté, 49 % des jeunes et des leaders de la jeunesse ont démontré une amélioration des niveaux de connaissance sur la COVID-19 et les questions liées à la VFG, et une augmentation de 11 % du nombre de membres de la communauté qui perçoivent que les problèmes liés à la COVID-19 et à la VFG ont été réduits.

Un cours de formation des formateurs de trois jours et une formation au leadership d'un jour ont été dispensés par GFP à un total de 80 enseignants et volontaires, et 400 leaders de la jeunesse²⁹ d'écoles et de centres de jeunes. La formation comprenait une sensibilisation à JONAP 1325, à l'égalité des sexes et au rôle des femmes dans la paix et la sécurité.

Les enseignants et les leaders de la jeunesse formés ont organisé des sessions de sensibilisation dans les écoles publiques et les centres de jeunesse. En conséquence, 80 leaders de la jeunesse, avec le soutien de leurs enseignants, ont rédigé et mis en œuvre 40 initiatives locales au niveau communautaire avec le soutien de GFP. Au total, 1 740 jeunes (1 060 femmes et 680 hommes) ont bénéficié de ces initiatives. Ils ont reçu des informations sur JONAP 1325 et ont mis en œuvre des initiatives locales dans les douze gouvernorats pour soutenir la cohésion sociale et l'égalité des sexes.



Figure 16 : Une des deux interviews télévisées sur le programme de télévision jordanien « Youm Jadeed – New Day » avec la volontaire et enseignante Mme Almasa AlMomani. Crédit photo : Jordan TV

29 Sur 400 leaders de la jeunesse, 20 venaient d'Aqaba, 20 de Ma'an, 20 de Tafeeleh, 60 de Karak, 80 d'Amman, 30 de Balqa'a, 70 de Zarq'a, 20 d'Irbid, 30 de Mafraq et 50 de Madaba.

Les initiatives communautaires ont soutenu la sensibilisation et la création d'un espace de dialogue entre les groupes de jeunes mixtes, garçons et filles, dans les communautés éloignées sur la réduction de la violence communautaire, l'égalité des sexes et la prévention de la radicalisation.

Suite à la pandémie de COVID-19 et au contexte supplémentaire dans le cadre de cette activité (comme convenu dans le plan de travail révisé), les activités avec les jeunes et les enseignants ont été mises en œuvre en ligne. La communication avec les enseignants et les leaders de la jeunesse s'est poursuivie par le biais des groupes WhatsApp qui ont été créés pour faciliter la communication au jour le jour. Les messages clés sur la sécurité et les mesures de protection liées à la COVID-19, les activités de Sport pour la paix, ainsi que des vidéos portant sur les aptitudes à la vie quotidienne, ont été partagés numériquement avec le groupe cible. Les enseignants ont également travaillé à l'attribution de certaines tâches aux leaders de la jeunesse en ligne. Il convient de noter que l'interaction et la communication en ligne avec les jeunes, notamment ceux des gouvernorats isolés, ont favorisé leur engagement dans des activités positives et ont permis de prévenir les stratégies et les comportements d'adaptation négatifs.

Quatorze activités de Sport pour la paix ont été filmées et diffusées via les plateformes de médias sociaux et les groupes WhatsApp de GFP. Dans le cadre de ces efforts visant à atténuer les risques auxquels sont confrontés les jeunes, il est important de poursuivre les activités en ligne qui engagent les jeunes et de s'appuyer sur ce qui a été réalisé au cours de la période de mise en œuvre de ce projet.

L'accord de coopération de projet avec GFP a été prolongé dans le cadre de cette activité afin de poursuivre ce travail important et d'intégrer une réponse à la COVID-19 dans le programme de sensibilisation des jeunes. Les enseignants ont continué à mettre en œuvre les sessions de développement des aptitudes à la vie quotidienne basées sur le sport et liées aux questions de genre. Quarante activités vidéo ont été filmées et ont touché 3 623 élèves (2 259 filles et 1 364 garçons). 34 enseignants (14 hommes et 20 femmes) de 20 écoles ont rafraîchi leurs connaissances des sessions de développement des aptitudes à la vie quotidienne basées sur le sport et liées aux questions de genre et ont amélioré leurs capacités concernant les activités sur place. Par conséquent, les enseignants ont continué à mettre en œuvre les aptitudes à la vie quotidienne basées sur le sport et liées aux questions de genre dans leurs écoles après la levée

des restrictions. En conséquence, 990 étudiants (600 filles et 390 garçons) ont bénéficié des activités sur place en partageant des exemples de la vie quotidienne et des discussions sur l'influence du genre dans la prise de décision et ont approfondi leur connaissance et leur compréhension des questions de genre et de JONAP 1325.

Pour évaluer le projet avec GFP, une enquête en ligne a été élaborée et a atteint 251 participants (181 femmes et 70 hommes). Elle a révélé une augmentation de 36 % de la perception par les membres de la communauté de la contribution positive des femmes à la paix et à la sécurité dans leur communauté, 49 % des jeunes et des leaders de la jeunesse ont démontré une amélioration de leurs niveaux de connaissance sur la COVID-19 et les questions liées à la VFG, et une augmentation de 11 % du nombre de membres de la communauté qui perçoivent que les problèmes liés à la COVID-19 et à la VFG ont été réduits.

En outre, une évaluation participative a été menée avec 153 parties prenantes clés pour identifier les changements liés au programme par le biais de 36 discussions en groupe. Les participants ont exprimé leur satisfaction à l'égard du projet et des informations et compétences qu'ils ont acquises, telles que les outils de sensibilisation et le débat. Les résultats des groupes de discussion indiquent que les participants estiment tous que le programme a contribué à changer leur société en sensibilisant à certaines tendances négatives et en engageant activement les jeunes à résoudre les problèmes de la communauté. Par exemple, la façon dont les hommes sont passés d'une position contre les femmes et le renforcement des rôles traditionnellement dévolus aux hommes à un soutien à l'autonomisation des femmes dans la société. Les participants ont souligné comment le programme a permis de mieux faire connaître le JONAP en fournissant des informations contextuelles sur la résolution et en obtenant le soutien des hommes pour le JONAP.

Activité 3.8

Soutenir la participation des femmes aux événements nationaux, régionaux et internationaux de lutte contre le terrorisme afin de promouvoir leur participation à l'élaboration et à la planification des politiques et de garantir la prise en compte de la dimension de genre sur le terrain. (GLOBAL)

En bonne
voie



En retard



En avance
sur le plan



Réalisée



L'objectif de cette activité est de faire entendre la voix d'organisations de la société civile indépendantes et dirigées par des femmes pour éclairer le discours et l'élaboration des politiques en matière de lutte contre le terrorisme et de prévention de l'extrémisme violent. Cela se fait en augmentant la participation des femmes dans les discussions mondiales et régionales pertinentes. Ainsi, la première activité a été réalisée en 2019 lorsque le projet a soutenu la participation des organisations de la société civile dirigées par des femmes à la première conférence régionale africaine sur la lutte contre le terrorisme organisée par le Bureau de lutte contre le terrorisme de l'ONU et le gouvernement du Kenya. C'est grâce à ce projet que la conférence a inclus les points de vue des personnes en soutenant l'engagement de la société civile. Un événement parallèle a été organisé avec le Cabinet du Secrétaire général, au cours duquel le Secrétaire général des Nations Unies a eu une discussion informelle avec les représentantes de la société civile dirigées par des femmes, dont quatre ont été soutenues par cette activité.³⁰

En 2021, le soutien à la participation des femmes a été fourni par cette activité en organisant un événement virtuel de haut niveau avec la participation d'organisations de la société civile dirigées par des femmes du Pakistan et de Jordanie (ANNEXE 24). Cet événement a été organisé pour alimenter le débat politique sur les liens entre les femmes, le programme de paix et de sécurité et l'architecture antiterroriste des Nations Unies. Suite aux discussions et aux documents soumis, une note d'orientation sur les femmes, la paix et la sécurité et la prévention de l'extrémisme violent a été commandée et préparée pour informer le mandat d'ONU Femmes dans le soutien du programme FPS dans le contexte du terrorisme et de l'extrémisme violent.

L'événement a eu lieu le 19 mai 2021, sous la présidence de la directrice exécutive d'ONU Femmes, Mme Phumzile Mlambo-Ngcuka, et de l'ambassadeur de l'UE, M. Olof Skoog. Les représentants des pays comprenaient le représentant permanent adjoint de la Tunisie, qui a fourni l'exemple de la meilleure pratique de la Tunisie où le plan d'action national de FPS a été lié au plan d'action national de PEV reconnaissant la nécessité de consulter la société civile et d'assurer la participation effective des femmes.

En outre, des représentants de Saferworld et d'Amnesty International ont présenté des documents critiques

sur la façon dont l'ONU doit donner la priorité à la protection et à la promotion des droits de l'homme en tant qu'obligation de l'État et ne pas compter sur les lois et les stratégies de lutte contre le terrorisme pour remédier aux déficits de l'État en matière de droit et de gouvernance.

La partenaire du projet de PEV de l'UE au Pakistan, Mme Mossarat Qadim, dirigeante de l'organisation PAIMAN, a présenté le cas du Pakistan. Elle a souligné que le programme de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent a mis en danger et nuï aux femmes, aux droits des femmes, aux femmes pratiquant la paix et à leurs organisations. Ces préjudices se sont traduits par le rétrécissement de l'espace de la société civile, la restriction des droits et libertés des femmes, la surveillance accrue des agences de sécurité et le ciblage des organisations dirigées par des femmes qui travaillent sur le programme FPS et sur la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent, ainsi que les menaces directes des agences de sécurité contre les OSC qui travaillent sur la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent. Par conséquent, PAIMAN s'est efforcé de plaider avec les partenaires nationaux sur le programme FPS, en ne donnant toutefois la priorité qu'aux dispositions pertinentes pour le pays, en commençant par une analyse documentaire. L'analyse documentaire vise à identifier les synergies dans la résolution 1325 et dans les droits, l'état et les responsabilités des femmes qui sont alignés sur les lois nationales. En se basant sur cette analyse, PAIMAN s'est efforcé de renforcer les capacités des femmes leaders sociales et politiques locales, des femmes religieuses influentes, des enseignantes et des militantes.

Cette action a été suivie par la mise en place de structures locales de paix pour les femmes, appelées TOLANA (un mot pachtou qui signifie « ensemble » pour éviter tout conflit). Depuis la plateforme des Femmes TOLANAS, ces femmes ont non seulement sensibilisé aux menaces de l'extrémisme violent, mais elles ont également pu discuter des moyens d'y faire face. Par conséquent, il est important de plaider pour des engagements FPS basés sur l'alignement de ces engagements avec les lois nationales existantes, ce qui doit être suivi par le renforcement des capacités des acteurs locaux en adoptant des approches centrées sur les personnes, et des stratégies ascendantes qui sont basées sur le principe de l'appropriation locale.

³⁰ Pour de plus amples informations, voir l'annexe 13.

En Jordanie, Mme Samar Muhareb, partenaire du projet PEV de l'UE et dirigeante de l'organisation ARDD, a également présenté un document solide pour alimenter le débat. Elle a souligné les meilleures pratiques de la Jordanie, y compris le plan d'action national progressif FPS qui comporte des dispositions pour la prévention de l'extrémisme violent, l'augmentation de la représentation des femmes dans le secteur de la sécurité, ainsi que le PAN assorti d'un fonds dédié pour assurer sa mise en œuvre. Cependant, Mme Muhareb a souligné la nécessité de veiller à ce que ces PAN soient localisés et appropriés par les communautés qu'ils ciblent. En ce sens, il reste beaucoup à faire pour assurer cette localisation et veiller à ce que ces politiques aient un

impact positif au niveau local. Un autre point important est d'augmenter les espaces pour l'engagement des femmes dans les dialogues sur la sécurité et d'assurer une plus grande interconnexion entre les mécanismes du secteur de la sécurité et la société civile.

En s'appuyant sur les riches discussions et les brèves communications présentées lors de l'événement, ONU Femmes a élaboré un rapport d'analyse et de recommandations basé sur les enseignements identifiés et les meilleures pratiques présentées lors de l'événement. Le rapport d'analyse est annexé au présent rapport (ANNEXE 24).

VII. DÉFIS ET ENSEIGNEMENTS TIRÉS

La pandémie de COVID-19 a engendré une nouvelle réalité à l'échelle mondiale qui a eu un impact sur les communautés, les institutions et l'accès aux services de base. Les gouvernements ont adopté des mesures pour combattre le virus en imposant des exigences de quarantaine et en restreignant les déplacements. À cela s'ajoute l'activité accrue des groupes extrémistes violents. Ces deux aspects, en plus du danger pour la santé engendré par le virus et les risques sanitaires associés, ont collectivement constitué les principaux défis qui ont retardé la mise en œuvre pendant la période visée par le rapport. Cela a fait passer l'état de certains risques et de leur gestion de moyen à élevé, alors que d'autres risques sont restés faibles (voir l'Annexe 2).

En 2020 et 2021, les activités à tous les niveaux ont été réalisées soit en personne ou virtuellement. Au niveau mondial, et compte tenu des restrictions en matière de déplacements, toutes les activités en 2021 ont été menées virtuellement, à l'exception de l'étude comparative où le consultant est basé au Mozambique.

Au niveau national, le soutien à l'autonomisation des femmes, à l'égalité des sexes et à la participation aux processus de prévention de l'extrémisme violent, bien que restant un sujet délicat sur le plan politique, a pris de l'ampleur avec les institutions nationales mandatées pour la lutte contre le terrorisme et la prévention de l'extrémisme violent, grâce aux études d'objectifs réalisées

dans le cadre de ce projet. Cet élan politique accru se manifeste par la signature d'un mémorandum d'accord avec l'Autorité nationale de lutte contre le terrorisme au Pakistan, et par une collaboration accrue entre ONU Femmes et l'unité PEV en Jordanie.

Comme dans toutes les situations d'urgence, la pandémie a aggravé les défis existants pour les femmes et les jeunes femmes, notamment leur accès aux services et aux opportunités économiques. En outre, la tendance à exclure les femmes de l'élaboration et de la mise en œuvre des stratégies d'urgence s'est poursuivie. Cependant, malgré ces défis, ONU Femmes, à tous les niveaux, a pu mener à bien toutes les activités de ce projet, tout en gérant les risques pour les filles et les femmes engendrés par la pandémie et d'autres défis politiques comme la prise de pouvoir des Talibans en Afghanistan.

Au **Pakistan**, les défis comprenaient l'accès et la programmation dans le KP étant donné la sensibilité du domaine thématique. Cependant, après des discussions en interne, y compris avec la DUE, une modalité de mise en œuvre comprenant l'engagement de partenaires de mise en œuvre locaux et la création de synergies avec l'assistance existante a été adoptée. Cela a réduit les risques potentiels pour les participants au projet. Il faut noter que les risques sécuritaires, en général, ont été intensifiés avec la prise de pouvoir des Talibans sur

le gouvernement en Afghanistan, ce qui a enhardi les groupes violents au Pakistan et a vu une augmentation des attaques violentes dans la province de Khyber de Pakhtunkhwa.³¹

En **Jordanie**, le défi a été de mettre en œuvre des activités liées aux politiques et au renforcement des capacités en partenariat avec l'unité de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent. Cette difficulté est attribuée à une volonté politique limitée de s'engager sur les questions liées au genre et à l'extrémisme violent, ainsi qu'à la forte rotation des dirigeants de l'unité PEV. Par exemple, le PAN de PEV a été officiellement demandé par les organisations internationales et les donateurs, y compris l'UE, mais il n'a pas encore été communiqué par les partenaires nationaux. Les retards dans la nomination du directeur de l'unité de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent et sa démission à la fin de 2019, ont également affecté la mise en œuvre des activités de niveau politique liées au projet visant à renforcer les capacités institutionnelles de l'unité (activités 2.2 et 2.3) Ce défi a été soulevé très tôt par ONU Femmes auprès de la délégation de l'UE à Beyrouth et Amman ainsi qu'à Bruxelles.

ONU Femmes Jordanie a réussi à établir des relations avec l'unité PEV où elle a présenté les résultats du rapport de cartographie (résultat 1.2) et le rapport final de la recherche nationale sur les questions de genre et la prévention de l'extrémisme violent en Jordanie.

Ainsi, l'unité PEV a été, dans une certaine mesure, engagée tout au long du projet et s'est montrée particulièrement coopérative en ce qui concerne l'étude

de recherche. Le projet a contribué à documenter les preuves et les connaissances dans le domaine du genre et de la PEV, ce qui fournit des preuves solides pour les parties prenantes nationales, y compris pour l'unité PEV et la Direction de la sécurité publique, afin de planifier et de mettre en œuvre des politiques de PEV et des interventions de police communautaire qui tiennent compte de la dimension de genre. PEV

ONU Femmes Jordanie et ses partenaires nationaux ont strictement respecté la décision du gouvernement jordanien de suspendre la mise en œuvre physique des grands événements et des conférences en raison de la COVID-19 et ont également réduit les rassemblements en 2020 jusqu'à la mi-2021. En réponse à cette décision, la programmation en Jordanie a été adaptée pour être diffusée par des moyens en ligne. Le plan de travail pour 2021 a envisagé le passage à la mise en œuvre numérique pour la plupart des activités, en raison de l'évolution de la situation de la pandémie de COVID-19.

Dans le contexte de la pandémie de COVID-19, l'un des défis identifiés au niveau communautaire était le manque de compétences et de connaissances des bénéficiaires sur l'utilisation des outils et applications en ligne pour les formations et réunions numériques. Cela pouvait limiter leur engagement dans la formation et les réunions numériques. Le partenaire d'ONU Femmes, CSO-GFP, a fait des efforts et a fourni des conseils supplémentaires, de la technologie (des tablettes) et des formations aux jeunes et aux enseignants pour renforcer leurs connaissances et leurs communications numériques.

VIII. MEILLEURES PRATIQUES ET ENSEIGNEMENTS IDENTIFIÉS :

- Les activités prévues au niveau mondial ont pour valeur ajoutée de promouvoir la participation des femmes, de fournir des plateformes permettant d'apporter aux plateformes d'élaboration des politiques les défis et les enseignements identifiés au niveau local. Ainsi, les connaissances générées

par les activités de ce projet au Pakistan et en Jordanie ont directement contribué aux discussions au sein des plateformes du Pacte mondial de coordination contre le terrorisme des Nations Unies et des processus pertinents. Cela se fait par le biais

31 Pour de plus amples informations, veuillez consulter : <https://www.dawn.com/news/1666873>

du rôle d'ONU Femmes en tant que présidente du groupe de travail sur le genre.

- Les activités menées à l'échelle mondiale doivent continuer à s'appuyer sur les initiatives en cours liées à la prévention de l'extrémisme violent, afin d'intégrer les voix et les points de vue des organisations dirigées par des femmes sur des plateformes habituellement exclusives et souvent inaccessibles, où la société civile n'est pas représentée. L'accord et le consensus entre les partenaires pour mettre en œuvre une consultation numérique avec les OSC dirigées par des femmes sur l'examen de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies a constitué un pas en avant pour garantir des processus inclusifs et une participation accrue des femmes. Cela a été rendu possible grâce à la valeur ajoutée de la participation des femmes à la conférence régionale africaine soutenue par ce projet. La consultation numérique avec les OSC (non financée par ce projet) a été organisée avec succès en mai et juin 2020. Il s'agit d'un impact direct du soutien initial à l'engagement des femmes dans la conférence africaine financée par l'activité 3.8 du présent projet.
- ONU Femmes doit poursuivre son leadership au niveau mondial pour garantir et développer des cadres politiques de lutte contre le terrorisme et de prévention de l'extrémisme violent tenant compte de la dimension de genre, qui régissent le soutien de l'ONU dans le cadre du programme de lutte contre le terrorisme et de la prévention de l'extrémisme violent. Ceci est essentiel étant donné la dépendance accrue à l'égard du cadre de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies, et la reconnaissance du programme FPS comme un cadre essentiel pertinent pour le programme antiterroriste mondial des Nations Unies. Par conséquent, ONU Femmes doit informer de la manière dont ce lien entre les deux cadres politiques se fera en matière d'assistance aux institutions nationales, à la société civile et à la population. Il s'agit de promouvoir les droits des femmes, mais aussi d'aborder le risque d'instrumentalisation des femmes, de leurs droits et du programme FPS (voir le point sur FPS du PAK ci-dessous).
- Compte tenu de l'expérience acquise en Jordanie, il est essentiel de continuer à utiliser les médias sociaux comme un outil efficace pour sensibiliser les jeunes aux questions de genre et de prévention de l'extrémisme violent. Le projet a utilisé avec succès les médias sociaux pour faire participer les jeunes et les

sensibiliser à la question des femmes, de la paix et de la sécurité, aux droits de l'homme, à la non-violence et à l'égalité des sexes. Au moins 1 938 497 utilisateurs ont déjà été touchés par la campagne de médias sociaux au cours de la période 2020-2021, y compris les 16 Jours d'activisme contre la violence basée sur le genre, et la campagne #GenerationEquality de la Journée internationale de la femme soutenue par ONU Femmes. Les résultats de la campagne, tels que l'engagement accru des garçons et des filles dans les médias sociaux autour des questions d'égalité des sexes et de non-violence, ont apporté la preuve que le développement de campagnes sur mesure pour les jeunes sur les médias sociaux est une stratégie efficace pour atteindre plus largement les garçons et les filles de différents gouvernements. Les messages sur les médias sociaux, les blogs et les histoires ont engagé les jeunes dans des discussions interactives sur des questions complexes, telles que la paix, la sécurité et sa relation avec les femmes et les jeunes, l'importance de l'engagement des femmes et des filles dans la consolidation de la paix, la cohésion sociale et la PEV.

- Les zones sélectionnées pour le programme au Pakistan ont été touchées par l'extrémisme violent, mais les communautés, notamment les femmes, ne comprennent pas et n'expriment pas librement l'impact que ces incidents ont sur elles. Il s'est avéré qu'il faut de solides compétences pour amener les participants aux sessions et aux dialogues au point où ils peuvent parler de la prévention de l'extrémisme violent et du rôle des femmes. ONU Femmes a réussi à engager des partenaires expérimentés qui ont une grande connaissance du terrain et de l'expérience pour identifier et engager dans chaque discussion des participants pertinents qui peuvent contribuer efficacement.
- Un enseignement important a été tiré : dans les groupes mixtes (femmes et hommes), les femmes ne se sentent pas à l'aise pour s'exprimer, surtout dans le contexte du PK. Dans le groupe réservé uniquement aux femmes, celles-ci expriment librement leurs préoccupations et leurs défis et parlent également des recommandations locales en matière de prévention de l'extrémisme violent. Pour mieux impliquer les femmes dans les activités du projet, ONU Femmes a mené 90 % des dialogues communautaires avec des groupes de femmes uniquement.

- L'utilisation de terminologies socialement acceptées comme la cohésion sociale et la tolérance au lieu de « prévenir/contrer l'extrémisme violent » a eu ses avantages et ses inconvénients. Étant donné la nature délicate du projet et l'examen minutieux qu'il suscite de la part des institutions de l'État, le terme de cohésion sociale par le biais du leadership des femmes a permis au projet de s'engager auprès de diverses parties prenantes et de créer un rythme qui a permis à ONU Femmes Pakistan d'établir la confiance des parties prenantes et des communautés. Cependant, dans de nombreux cas, il a été plus difficile de s'attaquer directement aux problèmes liés à l'extrémisme violent et au terrorisme. Lors de diverses consultations et discussions, le récit s'est élargi pour inclure la violence fondée sur le genre, la violence domestique et d'autres questions – qui sont des questions importantes et croisées en soi, mais dont la pertinence et le lien avec l'extrémisme violent devaient être clarifiés et renforcés.
- L'un des enseignements qui en découle est que lorsqu'on aborde la PEV sous le prétexte de la consolidation de la paix et de la cohésion sociale, il est essentiel de définir clairement dès le départ un cadre conceptuel décrivant la théorie du changement du projet. Ceci afin d'aider les praticiens et les partenaires de mise en œuvre à établir des liens entre les interventions programmatiques et l'atténuation des menaces et des risques sécuritaires émanant de l'extrémisme violent dans un contexte donné. Cela permettra également de comprendre comment la cohésion sociale s'articule avec la prévention de l'extrémisme violent.
- Le programme Femmes, paix et sécurité (FPS) offre une opportunité de s'engager positivement avec la PEV, et de s'assurer que les droits des femmes et leurs besoins en matière de sécurité sont respectés dans les politiques, mécanismes et interventions de la PEV. Cependant, au Pakistan, le programme FPS a limité le potentiel de l'engagement d'ONU Femmes dans le domaine de la PEV, car il est perçu comme étant trop étroitement lié aux mesures/interventions cinétiques. Le programme a utilisé cette terminologie avec beaucoup de prudence lors des réunions à huis clos avec le gouvernement. Compte tenu des efforts déployés au cours des trois dernières années et du travail de base effectué pour s'engager auprès des communautés et maintenant du gouvernement (par le biais de la NACTA), ce défi pourrait s'atténuer au cours de la prochaine phase, mais il continuera d'exister dans une certaine mesure. Il est donc essentiel de veiller à ce que l'engagement de PEV dans un contexte donné continue à donner la priorité à la promotion et à la protection des droits des femmes tels qu'ils sont inclus dans les instruments internationaux et également selon les quatre piliers du programme FPS. Cette élaboration et cette articulation doivent également faire partie de la stratégie et de la justification du projet dès le départ.
- L'engagement et le partenariat avec l'Autorité nationale de lutte contre le terrorisme du Pakistan ont été une percée qui a couronné les efforts d'ONU Femmes sur le terrain. Ce partenariat, s'il est renforcé et soutenu, a le potentiel d'étendre le travail d'ONU Femmes dans le domaine de la PEV en fournissant le soutien et la couverture de son gouvernement et peut garantir qu'ONU Femmes est bien positionnée pour influencer les révisions de politiques et les discussions liées aux femmes et à la PEV. Actuellement, un mémorandum d'accord a été soumis à l'Autorité nationale de lutte contre le terrorisme pour approbation des ministères concernés au sein du gouvernement et il est prévu que cette étape prenne encore du temps au-delà de la fin du projet. Pour poursuivre sur cette lancée, ONU Femmes Pakistan a continué à collaborer avec l'Autorité nationale de lutte contre le terrorisme par le biais de sa campagne médiatique et de sa participation à des forums de dialogue, afin que le partenariat continue à être établi et renforcé et que d'autres synergies puissent être explorées.
- Le principal enseignement de cette initiative est l'importance de mobiliser les femmes et de gagner leur confiance. La mobilisation par le biais de partenaires et de parties prenantes de confiance permet non seulement de sensibiliser à la PEV, mais aussi de rassembler les femmes sur des plateformes localisées. Ces plateformes et groupes peuvent contribuer à une action collective, comme en témoignent les projets d'action sociale et les sessions d'engagement communautaire menés dans le Sind, et peuvent servir à identifier les femmes leaders communautaires émergentes qui peuvent inspirer d'autres femmes à prendre part aux décisions et actions qui affectent la paix, la stabilité et la cohésion sociale dans leurs communautés.
- L'utilisation des compétences développées et de la résilience économique comme moyen de renforcer la cohésion sociale s'est avérée être une

manière efficace de gagner la confiance, d'avoir une discussion sur la PEV et les signes précurseurs de l'extrémisme, d'impliquer les femmes qui ont été touchées par le conflit et de leur apporter le soutien nécessaire pour qu'elles soient plus actives et jouent un rôle plus important dans la sphère domestique et publique. Une telle approche devrait être étendue afin d'augmenter le nombre de bénéficiaires du projet et être testée dans d'autres régions du Pakistan, notamment au Pendjab, au Baloutchistan et dans d'autres régions vulnérables du KP.

- La campagne médiatique développée par ONU Femmes au Pakistan a été élaborée avec beaucoup de précautions et en gardant à l'esprit le caractère délicat de la question, afin de s'assurer que les femmes, les filles ou les communautés vulnérables ne se sentent pas ciblées ou stigmatisées. Ces produits médiatiques peuvent être utilisés lors de futurs engagements pour générer des débats et des discussions, les sessions visuelles étant connues pour susciter l'engagement. Ces produits ne se limitent pas aux communautés mais peuvent être utilisés par les organisations locales de la société civile et dans les cercles politiques où le terrain n'est pas aussi fertile pour lancer des discussions sur ce sujet délicat.
- Afin d'approfondir la portée et de cibler la population vulnérable aux récits extrémistes, ONU Femmes a identifié les jeunes, filles et garçons, comme un groupe vulnérable clé. Il existe une série de facteurs qui ont rendu les jeunes particulièrement vulnérables aux récits extrémistes, bien qu'ils varient géographiquement dans le pays : le manque d'esprit critique résultant d'un système éducatif faible, un sentiment croissant de frustration face à l'incapacité de contribuer à la prise de décision, et le manque de sentiment d'identité et d'appartenance, entre autres facteurs d'attraction et de répulsion.
- Au Pakistan, l'un des facteurs clés de l'effondrement de la cohésion sociale est le manque critique de moyens alternatifs ou positifs d'engagement pour les jeunes. D'après le travail d'ONU Femmes sur la PEV et la cohésion sociale au Pakistan, il existe plusieurs points d'entrée, comme le sport, les arts et la réalisation de films, qui offrent des moyens convaincants d'engager les jeunes et de fournir des récits alternatifs à l'extrémisme. Il est important de noter que ces points d'entrée ne mènent pas automatiquement à des résultats positifs, mais que ces approches doivent être intentionnelles et conçues de manière à accroître l'interaction et le

dialogue entre les diverses communautés et à offrir aux jeunes un espace sûr pour interagir et un exutoire pour s'exprimer de manière créative. Les messages et les communications issus de ces activités peuvent avoir un impact sociétal : s'ils sont pertinents, ils peuvent trouver un écho auprès des publics locaux et s'appuyer sur des histoires, des récits, des arts ou des traditions propres au contexte, pour mettre en lumière des questions importantes susceptibles de renforcer la tolérance et de promouvoir la coexistence pacifique. Travailler avec les jeunes femmes et les jeunes hommes est également une opportunité pour ONU Femmes d'intégrer la question de l'égalité des sexes dans sa programmation de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent.

- Le rôle des acteurs religieux ou des chefs communautaires ou spirituels dans l'instauration de la paix dans leurs communautés est essentiel. Cela s'explique par le fait que la majorité de la population du Pakistan s'identifie comme étant religieuse. Au Pakistan, la religion prime généralement sur tout autre groupe identitaire tel que la famille, la classe sociale, l'ethnie ou le parti politique privilégié. Ce sentiment de religiosité est en grande partie influencé par les chefs spirituels locaux qui façonnent la connaissance populaire des différentes religions et sectes. Par le biais de leurs sermons et de leurs congrégations, ils influencent l'opinion et les perceptions du public, façonnent le discours religieux et font appel aux causes religieuses auprès du public disponible. Non seulement les chefs spirituels, mais aussi les institutions qui se consacrent aux études religieuses jouent un rôle important dans l'élaboration du discours religieux, de l'opinion publique et des choix politiques au Pakistan. Au sein de l'establishment religieux, il est essentiel de noter l'absence de voix féminines et progressistes capables de défendre les droits des femmes. Cela ne veut pas dire que la représentation féminine résoudra le problème de la radicalisation ou des récits extrémistes, mais elle repoussera le périmètre où les leaders religieux et les droits des femmes se trouvent toujours à la croisée des chemins. L'initiative pilote menée par ONU Femmes dans la phase I a fourni une occasion unique de s'engager non seulement dans la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent, mais aussi dans les questions d'inégalité entre les sexes et de droits de l'homme, et de faire progresser la paix et la tolérance entre les différentes sectes et religions. De tels efforts doivent être étendus et mis à l'échelle pour avoir un impact durable sur le terrain.

- ONU Femmes doit continuer à organiser des réunions préparatoires avec les partenaires de mise en œuvre candidats potentiels afin d'avoir une première évaluation de leurs capacités et de leur compréhension des questions thématiques. Ce travail préparatoire avant la publication des appels à propositions est envisagé pour préparer les partenaires nationaux de mise en œuvre avec des informations adéquates et des détails sur les services requis pour améliorer la qualité des propositions.
- La résistance politique et culturelle au soutien de l'égalité des sexes et de la prévention de l'extrémisme violent peut être abordée en utilisant une autre terminologie pour la PEV. Le titre du projet a été révisé en tenant compte des sensibilités au Pakistan et en Jordanie. Cependant, ONU Femmes adhère à ses normes éthiques et à ses directives concernant la présentation de la théorie du changement de chaque projet à ses partenaires nationaux.

IX. PROCHAINES ÉTAPES

Le projet a jeté les bases d'un travail critique sur la promotion des droits des femmes dans le contexte du terrorisme et de l'extrémisme violent. La qualité des connaissances générées a créé un élan chez les acteurs nationaux et les entités mandatées pour la lutte contre le terrorisme, ce qui a permis d'accroître l'accès aux institutions de sécurité afin de renforcer l'intégration de la dimension de genre et de garantir la fourniture de services de sécurité tenant compte de cette dimension.

Au niveau communautaire, le projet a pu soutenir les femmes au niveau local au Pakistan et en Jordanie. Cela a permis d'accroître la sensibilisation et les capacités afin de garantir des discussions éclairées sur les questions de genre, de sécurité, d'extrémisme violent et de terrorisme. Il est évident que la prévention de l'extrémisme violent est une entreprise de longue haleine qui nécessite la création de partenariats. Le projet a réussi à établir une excellente base pour dynamiser les débats locaux, accroître l'engagement des femmes et ouvrir des espaces pour un travail supplémentaire sur les questions de genre et la prévention de l'extrémisme violent.

À ce stade, ONU Femmes développera la phase II de ce projet et s'efforcera de mobiliser des fonds pour tirer parti de l'élan avec les partenaires nationaux. En outre, ONU Femmes étudiera la possibilité d'augmenter le nombre de projets pilotes afin de reproduire les approches réussies et d'appliquer les connaissances recueillies à des points d'entrée programmatiques contextualisés. Au niveau mondial, le projet vise à accroître la participation des OSC dirigées par des femmes aux discussions et processus de prévention de l'extrémisme violent et de lutte contre le terrorisme, notamment dans le cadre des dispositions pertinentes de la 7e révision de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations

Unies. Plus particulièrement, la disposition relative à l'engagement de la société civile pour soutenir une meilleure application de la Stratégie au niveau national. Il s'agit d'un rôle important pour la société civile, afin de contribuer davantage à la mise en œuvre des quatre piliers de la stratégie, et de tenir le système responsable dans son rôle de soutien à la représentation et à la participation des femmes dans les processus de sécurité aux niveaux régional, national et local.

Il existe un potentiel remarquable pour ONU Femmes **Pakistan** de s'appuyer sur l'élan qu'elle a créé dans les zones ciblées et d'étendre ses efforts. Au cours de la phase I du projet, ONU Femmes a été en mesure de piloter et de tester de multiples stratégies visant à impliquer les femmes dans la prévention de l'extrémisme violent, de comprendre comment les différentes dynamiques contextuelles (Sindh vs KP) influencent la conception des programmes, et de constituer une base de données probantes pour guider ses efforts. Ces stratégies peuvent maintenant être étendues au KP, au Baloutchistan et au Pendjab, ainsi qu'à différentes régions du Sind. Ces efforts peuvent maintenant avoir un effet multiplicateur s'ils sont combinés avec les parties prenantes du gouvernement, comme l'Autorité nationale de lutte contre le terrorisme, avec qui un partenariat de confiance a été laborieusement établi.

ONU Femmes en **Jordanie** poursuivra l'application des résultats de la recherche nationale sur les facteurs sexospécifiques de la prévention de l'extrémisme violent et continuera le partenariat avec les partenaires nationaux, y compris le gouvernement, le secteur de la sécurité et la société civile dans le cadre de la phase JONAP II, et GFP pour soutenir l'engagement des femmes et des jeunes dans les initiatives de base pour prévenir l'extrémisme violent et promouvoir la sécurité communautaire.

X. RAPPORT FINANCIER

Veillez consulter le rapport financier ci-joint, qui couvre la période allant de février 2021 au 31 janvier 2022.

**UN WOMEN IS THE UN ORGANIZATION
DEDICATED TO GENDER EQUALITY
AND THE EMPOWERMENT OF WOMEN. A
GLOBAL CHAMPION FOR WOMEN AND
GIRLS, UN WOMEN WAS ESTABLISHED
TO ACCELERATE PROGRESS ON
MEETING THEIR NEEDS WORLDWIDE.**

UN Women supports UN Member States as they set global standards for achieving gender equality, and works with governments and civil society to design laws, policies, programmes and services needed to ensure that the standards are effectively implemented and truly benefit women and girls worldwide. It works globally to make the vision of the Sustainable Development Goals a reality for women and girls and stands behind women's equal participation in all aspects of life, focusing on four strategic priorities: Women lead, participate in and benefit equally from governance systems; Women have income security, decent work and economic autonomy; All women and girls live a life free from all forms of violence; Women and girls contribute to and have greater influence in building sustainable peace and resilience, and benefit equally from the prevention of natural disasters and conflicts and humanitarian action. UN Women also coordinates and promotes the UN system's work in advancing gender equality.



220 East 42nd Street
New York, New York 10017, USA